

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	24.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Heimatschutz
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Berclaz, Philippe
Bernhard, Laurent
Ehinger, Paul
Escher, Regina
Freymond, Nicolas
Frischknecht, Ernst
Gerber, Marlène
Gilg, Peter
Heer, Elia
Hirter, Hans
Holenstein, Katrin
Klöti, Ulrich
Longchamp, Claude
Porcellana, Diane

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Berclaz, Philippe; Bernhard, Laurent; Ehinger, Paul; Escher, Regina; Freymond, Nicolas; Frischknecht, Ernst; Gerber, Marlène; Gilg, Peter; Heer, Elia; Hirter, Hans; Holenstein, Katrin; Klöti, Ulrich; Longchamp, Claude; Porcellana, Diane 2024.
Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Heimatschutz, 1966 – 2021. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern.
www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 24.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Landesverteidigung	1
Landesverteidigung und Gesellschaft	1
Militärorganisation	1
Infrastruktur und Lebensraum	2
Energie	2
Wasserkraft	2
Alternativenergien	2
Verkehr und Kommunikation	2
Strassenverkehr	2
Raumplanung und Wohnungswesen	2
Bodenrecht	3
Umweltschutz	5
Naturschutz	6
Lärmschutz	21
Bildung, Kultur und Medien	21
Kultur, Sprache, Kirchen	21
Kulturpolitik	21
Heimatschutz und Denkmalpflege	21
Archive, Bibliotheken, Museen	22

Abkürzungsverzeichnis

BUWAL	Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
GPK-NR	Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
BABS	Bundesamt für Bevölkerungsschutz
UNESCO	Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur
EZV	Eidgenössische Zollverwaltung
BPUK	Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren-Konferenz
ENHK	Eidgenössischen Natur- und Heimatschutzkommission
EO	Erwerbsersatzordnung
WBF	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
BLN	Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung
FZA	Personenfreizügigkeitsabkommen
ISOS	Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz von nationaler Bedeutung
NHG	Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz
VISOS	Verordnung über das Bundesinventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz
ABC	Atomare, biologische und chemische Bedrohungen und Gefahren
ZWG	Zweitwohnungsgesetz
KomABC	Eidgenössische Kommission für ABC Schutz
BAK	Bundesamt für Kultur

OFEFP	Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
EPF	École polytechnique fédérale
CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
CDG-CN	Commission de gestion du Conseil national
DFI	Département fédéral de l'intérieur
OFPP	Office fédéral de la protection de la population
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
AFD	Administration fédérale des douanes
DTAP	Conférence suisse des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement
CFNP	Commission fédérale pour la protection de la nature et du paysage
APG	allocations pour perte de gain
DEFER	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
IFP	Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale
ALCP	Accord de libre circulation des personnes
ISOS	Inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse
LPN	Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage
OISOS	Ordonnance concernant l'Inventaire fédéral des sites construits à protéger en Suisse

ABC	Dangers de nature atomique, biologique et chimique
LRS	Loi fédérale sur les résidences secondaires
ComABC	Commission fédérale pour la protection ABC
OFC	Office fédéral de la culture

Allgemeine Chronik

Landesverteidigung

Landesverteidigung und Gesellschaft

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 22.04.2020
DIANE PORCELLANA

Le Conseil fédéral demande au Parlement d'approuver l'arrêté fédéral relatif à **l'engagement de l'armée en service d'appui en faveur des autorités civiles dans le cadre des mesures destinées à lutter contre le Covid-19**. Dans son message, il détaille le déroulement de l'engagement fourni jusqu'à présent et qui se poursuit. Ce dernier a débuté le 6 mars 2020, lorsque le DDPS a été chargé de mobiliser 800 militaires jusqu'au 27 mars 2020, afin de renforcer le système de santé des cantons. Dix jours plus tard, le Conseil fédéral prolongeait l'engagement jusqu'au 30 juin 2020 et décidait la mise sur pied d'une troupe de maximum 8'000 militaires. Pour réunir les effectifs nécessaires, l'armée a alors mobilisé, prolongé des cours de répétition et même convoqué des militaires encore incorporés, ayant déjà accompli leur service long. Plus de 80% des militaires convoqués sont entrés en service à temps et à l'endroit prévu. Leurs jours de service exécutés seront imputés jusqu'à l'équivalent de deux cours de répétition. L'armée a également pu affecter dans les soins généraux et médicaux 120 anciens militaires et militaires incorporés, parmi les 3'500 qui se sont portés volontaires.

Actuellement, l'armée soutient une cinquantaine d'installations hospitalières en Suisse et au Liechtenstein. Elle remplace le personnel soignant pour les soins de base, transporte les malades contagieux, effectue des tests de dépistage, etc. Début avril, 2'400 militaires s'occupaient de soins de base. Un contingent assiste également l'Administration fédérale des douanes (AFD) dans l'application des restrictions appliquées à l'ALCP. Des représentations étrangères sises dans les cantons de Vaud et de Genève ont déjà pu bénéficier de la protection de l'armée, qui, renforce les corps de police cantonaux en cas de besoin.

En parallèle de l'engagement militaire, le Conseil fédéral a fait appel aux personnes astreintes à servir dans la protection civile. Leurs missions consistent à soutenir les services de la santé publique et les institutions de soins, à ravitailler les forces d'intervention et à gérer les centres d'appels téléphoniques. Un contingent maximal de 850'000 jours de service, limité au 30 juin 2020, est à disposition des cantons.

S'agissant des finances, le message indique que les militaires seront indemnisés pour toute la durée de leur service, même-ci elle excède la durée ordinaire du service d'instruction prévu pour l'année en cours. Les charges supplémentaires engendrées par l'appui subsidiaire de l'armée devraient être absorbées par le budget ordinaire du DDPS. A défaut, il sollicitera un crédit supplémentaire. Le surcroît de charges lié aux allocations de pertes de gain (APG) est couvert par les mesures édictées par le Département fédéral de l'intérieur (DFI). La Confédération prendra en charge la part du salaire ou du revenu d'indépendant qui n'est pas compensée par l'APG. Enfin, l'indemnisation des cantons prévue pour la protection civile - d'un montant forfaitaire de 27.5 francs par jour de service pour un montant maximal de 23.4 millions- sera prélevée sur le budget de l'OFPP.¹

Militärorganisation

ANDERES
DATUM: 25.06.2020
DIANE PORCELLANA

La **stratégie nationale de protection ABC pour la Suisse** de 2007 - a été complètement **remodelée** par la Commission fédérale pour la protection ABC (ComABC) - afin de tenir compte des nouveaux développements technologiques, de l'évolution de la situation mondiale en termes de sécurité et l'augmentation du risque d'épidémie. Elle s'articule à présent autour de quatre axes centraux: «simplifier la protection ABC», «interconnecter les prestations», «accroître et étendre les capacités» et «sensibiliser, motiver et informer» - pour augmenter l'efficacité en matière de maîtrise d'événements ABC et de préparation. Elle vise l'ensemble des acteurs ou organisations concernés par la protection des êtres humains, des animaux, de l'environnement et des biens dans le domaine ABC.²

Infrastruktur und Lebensraum

Energie

Wasserkraft

MOTION
DATUM: 28.09.2012
LAURENT BERNHARD

Une motion déposée par le groupe PBD ayant pour but de **faciliter la construction de centrales hydrauliques** sur des sites inscrits à l'inventaire fédéral des paysages, des sites et monuments d'importance nationale et des parcs naturels régionaux a obtenu une majorité au sein du Conseil national. Le vote du Conseil des Etats a été programmé pour 2013.⁵

MOTION
DATUM: 19.03.2013
LAURENT BERNHARD

Après avoir été acceptée par le Conseil national l'année passée, une motion déposée par le groupe PBD ayant pour but de **faciliter la construction de centrales hydrauliques** sur des sites inscrits à l'inventaire fédéral des paysages, des sites et monuments d'importance nationale et des parcs naturels régionaux a obtenu une majorité au sein du Conseil des Etats lors de la session de printemps.⁴

Alternativenergien

ANDERES
DATUM: 19.04.2003
PHILIPPE BERCLAZ

En début d'année, le Département neuchâtelois de la gestion du territoire a levé une première série de recours contre la réalisation du **parc éolien du Crêt-Meuron** – sept hélices éoliennes dont l'extrémité des pales culminera à 93 mètres au sommet de la Tête-de-Ran. Alors que le projet était plébiscité par les organisations environnementales, Patrimoine Suisse, la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage et une quinzaine de propriétaires de chalet ont, à nouveau, déposé un recours auprès du Tribunal administratif.⁵

Verkehr und Kommunikation

Strassenverkehr

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1982
HANS HIRTER

Der **Entwurf für ein eidgenössisches Wanderweggesetz** befand sich während des Berichtsjahres in der Vernehmlassung. Konzipiert ist es als Rahmengesetz, welches zuhanden der Kantone die Aufgaben und Mindestanforderungen beschreibt. Da allerdings keine Bundesbeiträge für die Erfüllung dieser Aufgaben vorgesehen sind, stiess es bei den Kantonen auf wenig Gegenliebe.⁶

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 31.12.1983
REGINA ESCHER

Im **langwierigen Prozess der Ausführungsgesetzgebung zum 1979 von Volk und Ständen gutgeheissenen Verfassungsartikel über Fuss- und Wanderwege** rückte man im Berichtsjahr einen Schritt weiter. Die Landesregierung unterbreitete den eidgenössischen Räten einen Gesetzesentwurf. Dieser hat den Charakter eines föderalistischen Rahmenerlasses. Planung, Anlage und Unterhalt der Wege sind Sache der Kantone. Der Bund stellt lediglich Grundsätze auf; als bedeutungsvoll erweist sich insbesondere die Vorschrift, wonach aufgehobene Fuss- oder Wanderwege künftig angemessen zu ersetzen sind.⁷

Raumplanung und Wohnungswesen

Bodenrecht

Obwohl der Zweitwohnungsinitiative bereits im Vorfeld der Abstimmung in den Medien relativ viel Aufmerksamkeit beigemessen wurde, war dies nicht vergleichbar zum **enormen Medienecho**, welches die Annahme der Initiative mit sich brachte. Dazu trug nicht zuletzt die am Abstimmungssonntag getätigte Aussage von Bundesrätin Leuthard (cvp) bei, dass der Zweitwohnungsbaustopp per sofort gelte. Aufschreie kamen insbesondere aus den Tourismuskantonen Wallis und Graubünden, welche von der neuen Regelung am stärksten betroffen sind. Diese beiden Kantone beherbergen laut einer Hochrechnung aus dem Jahr 2006 zur Volkszählung 2000 mit einem Zweitwohnungsanteil von 61% bis 73% die zehn Gemeinden mit dem höchsten Anteil an kalten Betten und sind gemäss Volkszählung mit über 35% auch diejenigen Kantone mit dem höchsten kantonalen Zweitwohnungsanteil. Der Tourismus- und Bausektor sah sich als Leidtragender des ausgedrückten Volkswillens. Eine vom ARE herausgegebene Studie aus dem Jahre 2008 war jedoch zum Schluss gelangt, dass der Tourismus durch einen Baustopp für Zweitwohnungen auf langfristige Sicht keine nennenswerten Einbussen verzeichnen würde. Für den Bausektor hingegen prognostizierten die Autoren der Studie insbesondere für das Oberengadin einen Rückgang der Gesamtbeschäftigung von zwei bis vier Prozent. Gravierender sah dies eine von den Gegnern der Initiative in Auftrag gegebene Studie, welche bei einer rigiden Umsetzung der Initiative für die Kantone Waadt und Wallis folgenschwere volkswirtschaftliche Kosten ausrechnete. Zu diskutieren gaben auch diverse Unklarheiten im Initiativtext, allen voran dessen konkrete Ausgestaltung und der genaue Zeitpunkt des Inkrafttretens der Übergangsbestimmungen. Die CVP, welche sich seit der Aussage ihrer Bundesrätin in einer delikaten Situation befand, publizierte noch im März ein dreiseitiges Positionspapier, in dem sie sich bezüglich der hängigen Baugesuche auf die Seiten der Bergkantone schlug: Die Gemeinden sollen alle im Berichtsjahr und somit auch alle nach Annahme der Initiative eingereichten Baugesuche im Jahr 2012 noch behandeln dürfen. Desweiteren seien Rustici, Maiensässbauten und Alphütten als schützenswerte Bauten von den Regelungen auszunehmen.⁸

Kurz vor der nationalrätlichen Beratung des **Bundesgesetzes über Zweitwohnungen** zeigten sich bürgerliche Parlamentarier vor dem Hintergrund der immer lauter werdenden Referendumsdrohung kompromissbereit: Nicht nur metaphorisch sondern tatsächlich in letzter Minute, nämlich am Vorabend der Nationalratsdebatte in der Frühjahrssession 2015, gelang es durch Einlenken der FDP-Fraktionschefin Huber (fdp, UR) und des SVP-Fraktionschefs Amstutz (svp, BE) tatsächlich, ausserhalb des Parlaments einen Kompromiss mit Vera Weber zu erzielen. Der CVP-Vertreter und Kommissionssprecher Yannick Buttet (cvp, VS), der dem Treffen ebenfalls beigewohnt hatte, verliess dieses frühzeitig und empört darüber, vor beschlossene Tatsachen gestellt worden zu sein, welche seiner Meinung nach nicht einer "pragmatischen Umsetzung" entsprachen. Die SVP hätte den Deal alleine mit Helvetia Nostra eingefädelt und die Mitteparteien aussen vorgelassen. Ferner unterstellte Buttet der SVP, rein aus Eigeninteresse gehandelt zu haben, um auch bei ihren eigenen Initiativen weiterhin einen harten Kurs legitimieren zu können. Gegenüber der NZZ beteuerte Nationalrat Killer (svp, AG), man hätte lediglich rasch möglichst die vorherrschende Rechtsunsicherheit beheben wollen. Der Kompromiss sieht drei Zugeständnisse an die Initianten vor: Erstens soll in Gemeinden, die ihr Kontingent ausgeschöpft haben, auch das Anbieten des Objekts auf einer Vertriebsplattform keinen Zweitwohnungsbau legitimieren. Zweitens sollen nicht mehr in Betrieb stehende Hotelanlagen, die ein Vierteljahrhundert oder länger bewirtschaftet wurden, nur zu 50% in nicht der Nutzungsbeschränkung unterstehende Zweitwohnungen umgewandelt werden dürfen. Schliesslich verlangte der Kompromiss den Verzicht auf den dehnbaren Begriff der "erhaltenswerten Bauten", wenn es darum geht, bestehende Bauten auch in Gemeinden mit ausgeschöpftem Kontingent in Zweitwohnungen umzuwandeln. Anstelle dessen soll die Umwandlung in nicht der Nutzungsbeschränkung unterstehende Wohnungen nur in geschützten und "ortsbildprägenden" Bauten möglich sein. Der Begriff "ortsbildprägend" gilt als deutlich klarer und enger umrissen als der Begriff "erhaltenswert". Im Gegenzug verpflichtete sich Vera Weber, auf das Ergreifen des Referendums zu verzichten.

In der sich über zwei Tage erstreckenden Sitzung im Nationalrat waren es in der Folge nur die CVP und die BDP, die eine harte Linie fuhren und die Interessen ihrer Stammwählerschaft vertraten. Hans Grunder (bdp, BE) kritisierte das Umschwenken der SVP-Fraktion, nachdem deren Kommissionsmitglieder in den Vorberatungen im Namen der Mehrheit noch für eine Beibehaltung oder gar Aufweichung des ständerätlichen Kurses plädiert hatten, worauf der SVP-Fraktionspräsident in ein Kreuzfeuer von

diversen Fragen verschiedenster Seiten geriet. Zu Beginn der Beratungen hatte die grosse Kammer über zwei Anträge der Ratslinken zu bestimmen, welche die Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat forderten, verbunden mit den Aufträgen, einen Entwurf auszuarbeiten, der den Volkswillen ernst nehme, und eine qualitativ hochstehendere und klarere Gesetzesgrundlage zu schaffen. In der Begründung seines Minderheitsantrages liess Roger Nordmann (sp, VD) verlauten, er habe während seiner ganzen parlamentarischen Karriere noch nie einen so geschraubten Gesetzestext gesehen wie der Vorliegende und mehr noch: "Il est difficile d'y reconnaître un texte légal". Über die geschlossen für die Rückweisung votierenden Fraktionen der SP und der Grünen hinaus fand das Anliegen jedoch bei keinem weiteren Ratsmitglied Zustimmung, womit dieses klar abgelehnt wurde. Im Anschluss stellte sich die Linke und ebenso die GLP hinter die gesetzverschärfenden Anträge Huber/Amstutz, welche aus diesem Grund mit komfortablen Mehrheiten angenommen werden konnten. Lediglich die geschlossen auftretende Fraktion der BDP, eine beinahe geeinte CVP-Fraktion sowie vereinzelte Mitglieder der SVP stellten sich gegen den ausserparlamentarisch ausgehandelten Kompromiss. Auch Bundesrätin Leuthard zeigte sich im Grunde zufrieden mit der Kompromisslösung, jedoch nicht ohne zu betonen, dass sie es begrüsst hätte, wenn diese den Beratungen in der Kommission entsprungen wäre, da die Auslotung gangbarer Möglichkeiten eigentlich zur Aufgabe der Legislativkommissionen gehöre. Darüber hinaus zeigte sich die Bundesrätin irritiert ob dem verklausulierten Regelwerk: Der Kompromiss schränke die Umnutzung bestehender Wohnungen in Hotelbauten im Artikel 9 Absatz 2 nun zwar ein; in den Absätzen 1bis und 1ter erlaube ein ständerätlicher Zusatz Hotelbesitzern jedoch gar den Neubau von Zweitwohnungen in Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von über 20%. Da letztere Regelung nicht Teil des ausgehandelten Kompromisses war, unterlag ein links-grüner Minderheitsantrag zur Streichung dieser Absätze. Nur die GLP-Fraktion unterstützte diesen Antrag.

Ferner beschloss der Nationalrat weitere Abweichungen zur Fassung des Ständerates und schickte den von der ursprünglichen Mehrheit der UREK-NR gestellten Antrag auf Dringlichkeit mit 173 zu 22 Stimmen klar bachab, wobei der Rat der Minderheit Jans (sp, BS) folgte. Für die Dringlichkeitsklausel setzte sich die Hälfte der CVP-Fraktion sowie eine Minderheit der SVP-Fraktion ein. Zum Schluss der Beratung gab Roger Nordmann (sp, VD) im Namen der SP-Fraktion bekannt, die SP werde diesen Kompromiss in der Schlussabstimmung unterstützen, sofern der Ständerat auf den Kompromiss einschwenke. Mit 143 zu 6 Stimmen bei nicht weniger als 47 Enthaltungen verabschiedete der Nationalrat den so veränderten Entwurf nach der Gesamtabstimmung in die Differenzbereinigung. Neben einzelnen Vertretern der FDP und SVP sowie den grossmehrheitlichen Fraktionen der CVP und BDP enthielt sich die Grüne Fraktion komplett der Stimme.⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 10.03.2015
MARLENE GERBER

Bereits wenige Tage später gelangte das **Bundesgesetz über die Zweitwohnungen** zur Differenzbereinigung in den Ständerat. Im Sinne raschestmöglicher Schaffung von Rechtssicherheit zeigte sich auch die Kantonskammer konzilient und stimmte den Kompromissanträgen nach einer längeren und grundsätzlichen Diskussion zur verfassungsmässigen Umsetzung von Initiativen zu. Ein Minderheitsantrag Imoberdorf (cvp, VS), der Plattformwohnungen erlauben wollte, fand nur vereinzelte Unterstützung. Bei seiner Detailberatung zum Gesetz hatte der Nationalrat über die Kompromissanträge hinaus weitere zum Teil gewichtige Differenzen zum Ständerat geschaffen, welche nun ebenfalls ausgeräumt werden mussten. So bestand zwischen den Räten Uneinigkeit bezüglich Definition des Zweitwohnungsbegriffes. Gemäss Nationalrat sollten touristisch bewirtschaftete Wohnungen zu den Erstwohnungen gezählt werden. Die Auswirkungen einer solchen Definition wären weniger dramatisch als noch in der Vorlage vor dem Kompromiss, da dies ohne die Plattformwohnungen nun nur noch Wohnungen in hotelähnlichen Betrieben betreffen würde. Dennoch könnte diese Regelung zur Folge haben, dass der Zweitwohnungsanteil in einzelnen Gemeinden deswegen unter die Grenze von 20% fallen würde. Der Ständerat hielt in diesem Punkt an seinem Entscheid, resp. am bundesrätlichen Entwurf fest und stellte sich gegen eine Ausweitung des Erstwohnungsbegriffes. Ferner wollte die Fassung des Nationalrates, dass Gemeinden mit einem Zweitwohnungsanteil von deutlich unter 20% von der Pflicht zur jährlichen Erstellung eines Wohnungsinventars befreit werden. Der Ständerat beharrte auch hier auf seiner und der bundesrätlichen Position, welche keine Ausnahmen von der Inventarpflicht zulassen will, was auch dem mit Annahme der Initiative gefassten verfassungsmässigen Auftrag entspricht. Die Kantonskammer stemmte sich ebenfalls gegen den Versuch des Nationalrates, für bis zum 31. Dezember 2012 eingereichte Baugesuche, ungeachtet des Zeitpunkts des rechtskräftigen Bauentscheids, eine Bewilligung zu ermöglichen. In einem umstrittenen Punkt lenkte

der Ständerat mit 25 zu 15 Stimmen hingegen auf den nationalrätlichen Kurs ein: In ihrer Detailberatung hatte die grosse Kammer beschlossen, die Erweiterung altreichlicher Wohnungen nicht auf maximal 30 m² zu beschränken, sondern unabhängig von der Grösse des Objekts eine Erweiterung um insgesamt 30% der bestehenden Hauptnutzfläche zu ermöglichen. Ein Minderheitsantrag Berberat (sp, NE) welcher auch von Bundesrätin Leuthard unterstützt wurde, machte vergeblich geltend, dass dieser Beschluss verfassungswidrig sei. Der Wortlaut der Initiative sieht nicht nur eine Beschränkung des Zweitwohnungsanteils auf 20% der Wohneinheiten, sondern eine ebensolche Beschränkung der für Wohnzwecke genutzten Bruttogeschossfläche vor. Der vom Ständerat in der Detailberatung eingefügte Zusatz, welcher jedoch durch eine in Quadratmetern gefasste Beschränkung ergänzt wurde, habe den verfassungsmässigen Spielraum bereits gänzlich ausgereizt – so die Ansicht der starken Kommissionsminderheit.

Zurück im Nationalrat gab es in der UREK-NR keine Anträge auf Festhalten und alle verbleibenden Differenzen wurden so im Eiltempo ausgeräumt. Das Gesetz konnte somit noch in der Frühjahrssession verabschiedet werden: Im Nationalrat fand das Umsetzungsgesetz mit 159 zu 12 (23 Enthaltungen) und im Ständerat mit 40 zu 2 (2 Enthaltungen) Zustimmung.¹⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 12.05.2021
ELIA HEER

Gut fünf Jahre nach dem Inkrafttreten des **Bundesgesetzes über Zweitwohnungen** (ZWG), welches die 2012 von Volk und Ständen angenommene Zweitwohnungsinitiative umsetzte, haben die Departemente UVEK und WBF dem Bundesrat eine **Wirkungsanalyse** vorgelegt. Aufgrund von Übergangsbestimmungen im Gesetz lasse sich zwar noch keine abschliessende Beurteilung vornehmen. Aufgrund der bis dato gemachten Erfahrungen erachtet der Bundesrat das Gesetz jedoch als «wirksam und zeitgemäss». Es wurden ausserdem keine mit dem ZWG verbundenen substantziellen wirtschaftlichen Schwierigkeiten in den betroffenen Gemeinden festgestellt. Laut dem Bericht sei der Flächenverbrauch durch den Neubau von Zweitwohnungen in allen ZWG-Gemeinden zwischen 2013 und 2018 gegenüber dem Zeitraum 2007 bis 2012 um rund einen Drittel zurückgegangen. Dass der Flächenverbrauch nicht auf null gesunken ist, hängt mit den erwähnten Übergangsbestimmungen sowie mit im Gesetz vorgesehenen Ausnahmen zusammen. Optimierungspotenzial sieht der Bundesrat beim Wissensstand in den Gemeinden, beim Kompetenzverständnis bei den Kantonen sowie bei den Schlüsselbegriffen der Beherbergungswirtschaft. Die Departemente sollen diesbezüglich Verbesserungsmassnahmen umsetzen. 2025 soll die nächste Wirkungsanalyse zum Gesetz durchgeführt werden.¹¹

Umweltschutz

Umweltschutz

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 06.08.1966
PETER GILG

Mit dem **Wachstum der Bevölkerung, der Entwicklung der Wirtschaft und der Ausbreitung technischer Anlagen** in allen Teilen des Landes stellt sich immer dringlicher das **Problem der Erhaltung der natürlichen Lebensbedingungen**. Die fortschreitende Veränderung der Landschaft, die Verschmutzung von Wasser und Luft, die Zunahme von Verkehrs- und Industrielärm geben Anlass zu Gegenbewegungen, die in einzelnen Gebieten die Form erregter Reaktionen annehmen. Die Problematik äussert sich in Widerständen gegen den Bau von Kraftwerken (vgl. auch hier), Ölraffinerien, Bergbahnen, Schifffahrtswegen oder Flugplätzen oder in Forderungen nach Schutz für Naturlandschaften und Baudenkmäler sowie nach Schaffung von Ruheazonen. Neben Einzelreaktionen sind aber auch Bestrebungen zu verzeichnen, die durch umfassendere gesetzgeberische Massnahmen ein gewisses Gleichgewicht zwischen Technik und Natur zu sichern versuchen. Die Erhaltung der natürlichen Lebensbedingungen in einem mit den Erfordernissen der wirtschaftlichen und technischen Entwicklung vereinbaren Mass ist nicht zuletzt eine Hauptaufgabe der Landesplanung.¹²

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 01.07.1966
PETER GILG

Naturschutz

Der Natur- und Heimatschutz ist – auch nach dem 1962 in die Bundesverfassung aufgenommenen Art. 24 sexies – Sache der Kantone. Der erwähnte Artikel hat aber auf Wunsch der Natur- und Heimatschutzkreise dem Bund gewisse Aufgaben und Kompetenzen übertragen. Deren **Präzisierung** erfolgte nun in einem **Bundesgesetz über Natur- und Heimatschutz**, zu dem der Bundesrat im November 1965 einen Entwurf vorgelegt hatte. Dieser stellte zunächst die Pflicht des Bundes zur Schonung von schutzwürdigen Objekten bei der Erfüllung seiner eigenen Aufgaben (Bau eigener Anlagen, Konzessionen, Subventionen) fest. Ein amtliches Inventar soll diese Objekte erfassen; die Kantone werden dadurch freilich nicht verpflichtet. Die Eidg. Natur- und Heimatschutzkommission sowie die Eidg. Kommission für Denkmalpflege erhielten Begutachtungsbefugnisse, die gesamtschweizerischen Natur- und Heimatschutzvereinigungen ein Beschwerderecht. Sodann sah der Gesetzesentwurf die Subventionierung, den Erwerb und ausnahmsweise die Enteignung von schützenswerten Objekten durch den Bund vor, für Notfälle auch die Anordnung befristeter Sicherungsmassnahmen. Subventionen sollten nur bei kantonaler Beteiligung und höchstens im Umfang von 50 Prozent der Erhaltungskosten ausgerichtet werden. Endlich erteilte die Vorlage den Bundesbehörden gewisse Kompetenzen zum Schutz von Pflanzen und Tieren. Die eidg. Räte hiessen das neue Gesetz gut, wobei der Ständerat eine Verstärkung des Einflusses der Kantone, der Nationalrat ein Beschwerderecht auch für die Gemeinden durchsetzte. Eine Erhöhung des maximalen Subventionsanteils auf 60 Prozent der Erhaltungskosten wurde angesichts der primär kantonalen Zuständigkeit von der Nationalratskommission erfolglos vertreten. Ständerat Choisy (lib., GE) versäumte nicht, auf die Erschwerung der Flussschifffahrt durch den bereits vorliegenden Entwurf für ein Naturschutzinventar hinzuweisen. Das Gesetz wurde mit einer zugehörigen Vollzugsverordnung auf den 1. Januar 1967 in Kraft gesetzt. Im Sinne einer vermehrten Förderung des Naturschutzes durch den Bund beschloss der Bundesrat im Januar 1966, sich an einer Stiftung für die Errichtung eines Nationalparkzentrums zu beteiligen, das einerseits der Information der Besucher, andererseits der wissenschaftlichen Forschung dienen soll.¹³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 20.11.1967
PETER GILG

Auf dem Gebiet des Natur- und Heimatschutzes vervollständigten die interessierten Organisationen (Schweizerischer Bund für Naturschutz, Schweizerische Vereinigung für Heimatschutz und Schweizer Alpenklub) ein **Inventar von schützenswerten Objekten, um es dem Bundesrat als Grundlage für das amtliche Inventar zu unterbreiten**, das im neuen Bundesgesetz über Natur- und Heimatschutz vorgesehen ist. Ausserdem wurde aus den gleichen Kreisen gefordert, dass die zum Schutz empfohlenen Landschaften und Naturdenkmäler durch keine neuen Bahn- und Lifтанlagen berührt würden; insbesondere sollten die wichtigsten Hochalpenketten für den Bergsport freigehalten werden.¹⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 01.04.1968
PETER GILG

Das von den Organisationen des Natur- und Heimatschutzes aufgestellte **Verzeichnis schätzenswerter Landschaften und Naturdenkmäler wurde im April dem Bundesrat überreicht**; bevor dieser ein amtliches Inventar in Kraft setzt, werden aber noch die Stellungnahmen der Kantone und der Eidg. Natur- und Heimatschutzkommission eingeholt.¹⁵

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 12.10.1969
PETER GILG

Zur Förderung des Naturschutzes wurden besondere Anstrengungen ins Auge gefasst, wobei man einem Anstoss des Ministerausschusses des Europarates folgte, der 1967 beschlossen hatte, **1970 ein Jahr des Naturschutzes durchzuführen**. Der Bundesrat entschied sich im März für eine Teilnahme der Schweiz an den vorgesehenen Veranstaltungen und genehmigte ein vom Schweizerischen Bund für Naturschutz vorgelegtes Programm, das mit verschiedenen Werbemitteln die Bevölkerung auf die Schutzbedürftigkeit des natürlichen Lebensraumes aufmerksam machen sollte. Die Kantone und auch die Armee sagten ihre Mitwirkung zu. Zur Verstärkung der Zusammenarbeit zwischen den privaten Organisationen des Natur- und Heimatschutzes mit den eidgenössischen Behörden wurde eine parlamentarische Gruppe für Natur- und Heimatschutz gegründet.¹⁶

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.12.1969
PETER GILG

Einen praktischen Erfolg erreichten die **Bestrebungen zur Erhaltung des Landschaftsbildes** im Streit um die Strassenführung bei Celerina. Der Bundesrat hiess im November in einem bedeutsamen Grundsatzentscheid die Beschwerde der interessierten Organisationen gut und sprach die Bundessubvention nicht dem angefochtenen Projekt der Bündner Kantonsregierung zu, sondern der Variante der betroffenen Gemeinde, die dem Landschaftsschutz besser Rechnung trug. Als unwirksam erwiesen sich die Bestimmungen des eidgenössischen Natur- und Heimatschutzgesetzes im Fall eines Bauprojekts bei Brunnen, gegen dessen Bewilligung durch die Schwyzer Regierung die Natur- und Heimatschutzorganisationen vergeblich beim Bundesgericht staatsrechtliche Beschwerde erhoben; da es hier um keine Bundesaufgabe ging, konnte die kantonale Zuständigkeit nicht bestritten werden. Einer gleichzeitigen Beschwerde beim Bundesrat gegen die von den schwyzerischen Behörden erteilte Rodungsbewilligung im Schutzwald wurde jedoch aufschiebende Wirkung gegeben, so dass mit der Überbauung nicht begonnen werden konnte. Auf Opposition aus Kreisen der Forstwirtschaft wie des Natur- und Heimatschutzes stiess eine umfängliche Waldrodung südlich von Sitten, die zur Herstellung einer Skipiste durchgeführt und u.a. von Bundesrat Bonvin beim EDI befürwortet wurde. Speziell mit der Freihaltung des Landschaftsbildes von Abfällen befasste sich ein aus Kreisen der Verpackungsindustrie gegründeter Verein «Aktion saubere Schweiz». ¹⁷

BUNDESRAATSGESCHÄFT
DATUM: 19.08.1970
PAUL EHINGER

Dans le canton d'Argovie, une seconde **initiative lancée par des milieux de la protection de la nature, mécontents de la loi sur la vallée de la Reuss** qui avait été adoptée en votation populaire en décembre 1969, a abouti. Ils désiraient non seulement une extension de la réserve naturelle, mais encore l'interdiction de construire des usines électriques ainsi que l'obligation de réserver ces régions à l'agriculture et à la forêt. Mais le gouvernement argovien ainsi que le Grand Conseil jugèrent le projet «politiquement irréalisable» et se prononcèrent pour son rejet. Comme le Conseil fédéral allouait une somme de plus de cinq millions de francs pour la correction des eaux et le drainage de la plaine de la Reuss, il semblait évident que la votation aurait un résultat négatif. Néanmoins, bien que désapprouvé par la Ligue suisse pour la protection de la nature, le projet ne fut repoussé qu'à une faible majorité. ¹⁸

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 23.10.1970
PAUL EHINGER

Dans le secteur de la protection de la nature, plusieurs organisations du pays – Ligue suisse pour la protection de la nature, Association suisse pour le plan d'aménagement national, Club alpin suisse, Fédération suisse du tourisme – ont pris l'**initiative d'une fondation suisse pour la sauvegarde des sites naturels**, dont le but est de combattre les dangers qui les menacent. Ces questions ont aussi été débattues dans certains cantons et communes. Dans le canton de Zurich, le Parti des paysans, artisans et bourgeois a lancé en août une initiative populaire pour la conservation des éléments vitaux de la nature. Elle revêt un caractère général visant la salubrité de l'environnement et exige la mise en train de toute une législation dont les bases mêmes sont encore à créer. L'année s'est achevée sans qu'elle ait abouti. Une autre initiative, consistant à créer des zones de détente et qui est à mettre en relation étroite avec la protection de la nature, a obtenu davantage de succès. ¹⁹

KANTONALE POLITIK
DATUM: 07.12.1970
PAUL EHINGER

L'urbanisation croissante a pour conséquence la disparition progressive des zones vertes. Mais les mesures prises ici et là pour protéger les arbres n'ont pas réussi à écarter tout danger. C'est ce qui explique l'intervention du peuple à Zurich ou à Genève. Dans le canton de Schwyz, les milieux de la protection de la nature ont réussi à la dernière minute à faire interdire par l'Inspection fédérale des forêts le défrichement, autorisé par le Conseil d'Etat, du domaine Schiller, près de Brunnen. La 25e vente de l'écu d'or fut satisfaisante. Le bénéfice put être doublé grâce à l'augmentation du prix de l'écu, et fut attribué à la conservation et à l'agrandissement de la réserve naturelle des Grangettes à l'extrémité orientale du lac Léman. ²⁰

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 31.12.1970
PAUL EHINGER

Il est incontestable que la préservation des éléments vitaux de la nature constitue l'un des problèmes essentiels de notre société industrielle. Donnant suite à l'appel du comité ministériel du Conseil de l'Europe, la Suisse, consciente des nécessités de l'heure, a **déclaré 1970 année de la nature**. La plupart des activités concernant la protection de l'environnement – pour employer un terme plus générique – ont été placées sous son signe. Le président de la Confédération, M. Tschudi, les a inaugurées par un appel qui a été suivi en ce sens qu'une prise de conscience plus générale s'est produite dans ce domaine en 1970. Vers la fin de l'année, plusieurs commentateurs ont conclu que l'opinion avait réagi positivement face à ce problème.²¹

MOTION

DATUM: 17.12.1971
ULRICH KLÖTI

Als gemeinsame Gründung von Kreisen des Natur- und Heimatschutzes, der Landesplanung, des Alpenklubs sowie des Fremdenverkehrs wurde eine Schweizerische Stiftung für Landschaftsschutz und Landschaftspflege ins Leben gerufen. Diese Stiftung kündigte bereits im April parlamentarische Vorstösse an, welche die **Revision des Verfassungsartikels über Naturschutz im Sinne einer Erweiterung der Bundeskompetenzen** verlangen würden. Zwei entsprechende Motionen, die von der Stiftung nahestehenden Parlamentariern eingereicht wurden, forderten vom Bund insbesondere, er solle die Massnahmen für die Erhaltung von Ortsbildern und Kulturdenkmälern derart unterstützen, dass Kantone und Gemeinden daraus nicht untragbare Lasten entstehen. Der Bund solle zudem dort, wo es das nationale Interesse erfordert, selber Schutz- und Pflegemassnahmen anordnen können. Die Stiftung für Landschaftsschutz forderte für die Zeitdauer bis zum Inkrafttreten einer solchen Verfassungsreform einen dringlichen Bundesbeschluss, der es dem Bund ermöglichen würde, die Beiträge an Kantone und Gemeinden von 20 auf 50 Prozent hinaufzusetzen. Die dringlichen Massnahmen auf dem Gebiete der Landesplanung wurden als Teilerfolg der Kreise des Landschaftsschutzes gesehen.²²

KANTONALE POLITIK

DATUM: 23.12.1971
ULRICH KLÖTI

Zu **Auseinandersetzungen** um konkrete Einzelfälle kam es vor allem dort, **wo sich die Interessen der touristischen Erschliessung und jene des Landschaftsschutzes gegenüberstanden**. Das zeigte sich etwa am Widerstand gegen den Bau von Luftseilbahnen auf das Klein-Matterhorn und den Feekopf bei Saas-Fee und beim Entscheid des Bundesgerichts, Rekurse gegen Waldrodungsbewilligungen der Tessiner Behörden gutzuheissen. Im Kanton Schwyz hingegen wurde die Rodung und Überbauung auf der «Schillermatte» unter Berücksichtigung gewisser Aspekte des Naturschutzes und der Forstwirtschaft im zweiten Anlauf bewilligt. Gegen die Überbauung und gegen die Zerstörung der Eigenart des Oberengadins wurden verschiedene private Aktionen gestartet. Sammlungen brachten CHF 700'000 ein, was den Ankauf eines Teils des gefährdeten Landes ermöglichte. Eine Petition mit 359'279 Unterschriften – sie wurde gleichzeitig mit einer Petition für den Schutz gefährdeter Tierarten vom World Wildlife Fund eingereicht – unterstrich den Wunsch der Bevölkerung, Landschaften von nationaler Bedeutung zu erhalten.²³

POSTULAT

DATUM: 03.10.1972
PETER GILG

Ein **Begehren nach mehr Bundesmitteln** und nach steuer- und konjunkturpolitischen Erleichterungen **für die Erhaltung von Baudenkmalern und Ortsbildern** wurde vom Bundesrat mit Zurückhaltung aufgenommen; dafür erhielt die ETH Zürich ein Institut für Denkmalpflege. Der Schweizer Heimatschutz schuf auf Grund eines Legats einen Henri-Louis-Wakker-Preis für vorbildliche Ortsbildpflege und erkor das Städtchen Stein am Rhein (SH) als erste Preisträgerin. Einen Ansporn für die Bestrebungen zur Erhaltung wertvoller Ortsbilder bot der Beschluss des Europarates, 1975 ein Jahr der Denkmalpflege und des Heimatschutzes durchzuführen.²⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 27.11.1972
PETER GILG

Eine breite Öffentlichkeit wurde auf die **Gefährdung wertvoller Landschaften** durch die Aktionen des Journalisten Franz Weber aufmerksam. Dieser bekämpfte durch Gründung von Komitees, Sammlung von Unterschriften, Eingaben an die Behörden und Verhandlungen mit den Gemeinden Überbauungen am Genfer See (Lavaux) und im Wallis (Montana, Val d'Anniviers) sowie die Nationalstrassenführung am Sempachersee, erregte damit aber auch heftige Widerstände und hatte nur teilweise Erfolg. Im übrigen veranlasste der Bundesbeschluss über dringliche Raumplanungsmassnahmen die Kantone, gewisse Landschaften vorläufig unter Schutz zu stellen, z. B. das Gebiet der Oberengadiner Seen.²⁵

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 28.05.1973
PETER GILG

Eine neue Forderung an den Bund betraf den **Schweizerischen Nationalpark**. Da die Kosten für dessen Unterhalt den Schweizerischen Bund für Naturschutz immer stärker belasten, beschloss dieser, für den Park die **Rechtsform einer öffentlichen Stiftung** anzustreben, an der die Eidgenossenschaft beteiligt wäre.²⁶

KANTONALE POLITIK
DATUM: 26.11.1973
PETER GILG

Auf kantonaler Ebene wurden **Naturschutzziele mit Hilfe von Volksbegehren verfolgt**: so reichte der Journalist Franz Weber in der Waadt 26'000 Unterschriften für die **Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux** ein. Im Thurgau wurde die Bewahrung der natürlichen Ufer des Bodensees und des Rheins durch eine neue Verfassungsbestimmung, die auf eine Volksinitiative zurückging, zur Staatsaufgabe erklärt.²⁷

POSTULAT
DATUM: 18.11.1973
PETER GILG

Dem Naturschutz nahestehende Kreise unterstützten die **Beauftragung des Bundes mit der Förderung der Wanderwege**. Nachdem ein parlamentarischer Vorstoss vom Bundesrat eher zurückhaltend aufgenommen worden war, wurde im Spätsommer eine Verfassungsinitiative lanciert, die allerdings nicht unbestritten blieb.²⁸

BERICHT
DATUM: 20.12.1973
PETER GILG

Der Bundesrat entschied sich für eine **Teilnahme an der Durchführung des «Jahres für Denkmalpflege und Heimatschutz»**, das der Europarat für 1975 proklamiert hatte; zur Einleitung einer Aufklärungskampagne beherbergte Zürich im Sommer eine Konferenz, die staatliche und private Delegierte aus fast allen Ländern Europas vereinigte. Dabei wurde besonderes Gewicht auf eine Einordnung des Heimatschutzes in die moderne Raum- und Siedlungsplanung gelegt. Als eines von rund 50 europäischen Musterbeispielen soll in Mullen mit Bundesmitteln eine lebensfähige Altstadt restauriert werden.²⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 22.12.1973
PETER GILG

Mit wechselndem Erfolg wurde um einzelne von wirtschaftlicher Nutzung bedrohte Landschaften gekämpft (vgl. auch hier). Der Bundesrat hiess eine Beschwerde gegen den Bau einer Luftseilbahn auf den Feekopf (VS) gut, wies aber eine weitere, die sich gegen ein entsprechendes Vorhaben am Kleinen Matterhorn wandte, mit der Begründung ab, dass die betreffende Gegend bereits verschiedene technische Anlagen aufweise und dass die Gemeinde Zermatt andere Teile ihres Gebiets unter Schutz gestellt habe.³⁰

BERICHT
DATUM: 31.12.1973
PETER GILG

Auch im **Natur- und Heimatschutz** waren weiterhin Bestrebungen für ein stärkeres Engagement des Bundes wirksam. Die dafür zuständige Abteilung des Eidg. Oberforstinspektorats befasste sich aufgrund der vom Parlament überwiesenen Motionen mit einer Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes, wobei sie den Entwicklungen im Raumplanungs- und Umweltschutzrecht Rechnung trug. Der Bundesrat entschied sich für eine Teilnahme an der Durchführung des «Jahres für Denkmalpflege und Heimatschutz», das der Europarat für 1975 proklamiert hatte; zur Einleitung einer Aufklärungskampagne beherbergte Zürich im Sommer eine Konferenz, die staatliche und private Delegierte aus fast allen Ländern Europas vereinigte. Dabei wurde besonderes Gewicht auf eine Einordnung des Heimatschutzes in die moderne Raum- und Siedlungsplanung gelegt. Als eines von rund 50 europäischen Musterbeispielen soll in Mullen mit Bundesmitteln eine lebensfähige Altstadt restauriert werden. Andererseits unterzeichnete die Schweiz ein Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen, das von der Umweltschutzkonferenz der UNO im Jahre 1972 angeregt worden war und das die Einführung einer entsprechenden Bewilligungspflicht vorsieht.

Eine neue Forderung an den Bund betraf den Schweizerischen Nationalpark. Da die Kosten für dessen Unterhalt den Schweizerischen Bund für Naturschutz immer stärker belasten, beschloss dieser, für den Park die Rechtsform einer öffentlichen Stiftung anzustreben, an der die Eidgenossenschaft beteiligt wäre. Ausserdem unterstützten dem Naturschutz nahestehende Kreise die Beauftragung des Bundes mit der Förderung der Wanderwege. Nachdem ein parlamentarischer Vorstoss vom Bundesrat eher zurückhaltend aufgenommen worden war, wurde im Spätsommer eine Verfassungsinitiative lanciert, die allerdings nicht unbestritten blieb.

Mit wechselndem Erfolg wurde um einzelne von wirtschaftlicher Nutzung bedrohte Landschaften gekämpft. Der Bundesrat hiess eine Beschwerde gegen den Bau einer

Luftseilbahn auf den Feekopf (VS) gut, wies aber eine weitere, die sich gegen ein entsprechendes Vorhaben am Kleinen Matterhorn wandte, mit der Begründung ab, dass die betreffende Gegend bereits verschiedene technische Anlagen aufweise und dass die Gemeinde Zermatt andere Teile ihres Gebiets unter Schutz gestellt habe. Auf kantonaler Ebene wurden Naturschutzziele mit Hilfe von Volksbegehren verfolgt: so reichte der Journalist Franz Weber in der Waadt 26'000 Unterschriften für die Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux ein. Im Thurgau wurde die Bewahrung der natürlichen Ufer des Bodensees und des Rheins durch eine neue Verfassungsbestimmung, die auf eine Volksinitiative zurückging, zur Staatsaufgabe erklärt.³¹

BERICHT
DATUM: 31.12.1973
PETER GILG

Im Natur- und Heimatschutz waren weiterhin Bestrebungen für ein stärkeres Engagement des Bundes wirksam. Die dafür zuständige Abteilung des Eidg. Oberforstinspektorats befasste sich aufgrund der vom Parlament überwiesenen Motionen mit einer **Revision des Natur- und Heimatschutzgesetzes**, wobei sie den Entwicklungen im Raumplanungs- und Umweltschutzrecht Rechnung trug.³²

BERICHT
DATUM: 31.03.1974
PETER GILG

Die Schweiz unterzeichnete ein **Übereinkommen über den internationalen Handel mit gefährdeten Arten freilebender Tiere und Pflanzen**, das von der Umweltschutzkonferenz der UNO im Jahre 1972 angeregt worden war und das die Einführung einer entsprechenden Bewilligungspflicht vorsieht.³³

VOLKSINITIATIVE
DATUM: 13.03.1974
ERNST FRISCHKNECHT

Eine **Volksinitiative zur Förderung der schweizerischen Fuss- und Wanderwege** wurde mit der ungewöhnlich hohen Zahl von 123'749 gültigen Unterschriften **eingereicht**. Davon stammte fast ein Viertel aus dem Kanton ZH.³⁴

KANTONALE POLITIK
DATUM: 15.03.1974
ERNST FRISCHKNECHT

Die Stimmbürger des Kantons Zürich nahmen eine **Vorlage über Erholungsgebiete** an. Widerstand machte sich lediglich in ländlichen Regionen bemerkbar; die Bauern befürchteten, vermehrt unter der Rücksichtslosigkeit von Ausflüglern leiden zu müssen.³⁵

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 17.09.1974
ERNST FRISCHKNECHT

Unter dem Motto «Eine Zukunft für unsere Vergangenheit» wurde bereits im September das auf 1975 angesetzte **«Europäische Jahr für Denkmalpflege und Heimatschutz» eröffnet**. Im Sinne der vom Europarat geförderten neuen Konzeption des Denkmalschutzes, die nicht das Einzelobjekt in den Vordergrund stellt, sondern sich für die Erhaltung ganzer Siedlungskomplexe mit Denkmalcharakter einsetzt, bezeichnete der Bundesrat auf Vorschlag eines vorbereitenden Komitees aus jedem Sprachgebiet ein Musterbeispiel für die Durchführung von vorbildlichen Erhaltungsarbeiten: In Martigny (VS) und Murten (FR), zwei sich stark entwickelnden Gemeinwesen, will man Reste aus der Römerzeit bzw. eine mittelalterliche Stadanlage bewahren, in Ardez (Engadin) ein noch lebensfähiges Bergbauerndorf wirtschaftlich und baulich sanieren und zugleich vom Durchgangsverkehr entlasten und in Corippo (TI) eine sterbende Bergsiedlung neu beleben. Zahlreiche Kantone und Gemeinden bereiteten ihrerseits umfangreiche Programme vor. Für die Erhaltung wertvoller Baudenkmäler setzten sich auch heimatschutzorientierte Gruppen und Persönlichkeiten ein. So erwuchs dem Projekt einer unterirdischen Zivilschutzstelle mit Autoeinstellraum im Schloss Regensberg (ZH) Opposition unter Führung von Franz Weber. Eine Volksinitiative «Rettet Regensberg» kam in der Rekordzeit von fünf Stunden zustande. Der Zürcher Kantonsrat erklärte sie jedoch wegen verschiedener Mängel für ungültig, was zur Lancierung eines zweiten Volksbegehrens führte. Das Schicksal des «schweizerischen Pompeji», der Römerstadt Augusta Raurica (bei Kaiseraugst/ BL), die durch Überbauungspläne bedroht ist, war Gegenstand einer Interpellation (Ip. 11772) im Nationalrat.³⁶

BERICHT

DATUM: 30.09.1974

ERNST FRISCHKNECHT

Ein Bericht der Eidg. Anstalt für das forstliche Versuchswesen zog die Aufmerksamkeit auf das **Problem der Vergandung, vor allem im Berggebiet**. In immer grösserem Umfang liegt landwirtschaftlich nutzbarer Boden aus mannigfaltigen Gründen brach. In den Zentralalpen und in der Südschweiz sind es 80'000 ha; für das Jahr 2000 rechnet man mit 260'000 ha. Von vergandetem Land gehen nicht nur Erosions- und Brandgefahren aus; es beeinträchtigt auch die Erholungsfunktion weiterer Gebiete. Die Autoren der Studie kritisierten die bestehende, vorwiegend nach Produktionskriterien ausgerichtete Subventionspraxis des Bundes, welche die Zunahme des Brachlandes nicht verhindere. Auch die «Arbeitsgemeinschaft Alpenländer», der acht Gliedstaaten oder Regionen der Bundesrepublik, Österreichs, Italiens und der Schweiz angehören, befasste sich mit der drohenden Verödung und Versteppung der Alpentäler. Eingehendes Interesse fanden ferner die Probleme des Schutzes von gefährdeten Tieren und Pflanzen.³⁷

KANTONALE POLITIK

DATUM: 08.10.1974

ERNST FRISCHKNECHT

Im Bereiche des Natur- und Landschaftsschutzes fand die Sorge um gefährdete Werte weiterhin Ausdruck in politischen Aktionen. Im nahezu dreijährigen Ringen um die **Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux** erreichte das vom kämpferischen Heimatschützer Franz Weber präsierte Komitee «Sauver Lavaux», dass eine mit der Angelegenheit betraute Kommission der waadtländischen Regierung beantragte, das umstrittene Gebiet in die Schutzzone aufzunehmen.³⁸

BERICHT

DATUM: 31.12.1974

ERNST FRISCHKNECHT

Auch im Bereiche des **Natur- und Landschaftsschutzes** fand die Sorge um gefährdete Werte weiterhin Ausdruck in politischen Aktionen. Im nahezu dreijährigen Ringen um die Erhaltung der Rebberglandschaft des Lavaux erreichte das vom kämpferischen Heimatschützer Franz Weber präsierte Komitee «Sauver Lavaux», dass eine mit der Angelegenheit betraute Kommission der waadtländischen Regierung beantragte, das umstrittene Gebiet in die Schutzzone aufzunehmen. Eine Volksinitiative zur Förderung der schweizerischen Fuss- und Wanderwege wurde mit der ungewöhnlich hohen Zahl von 123'749 gültigen Unterschriften eingereicht (davon stammte fast ein Viertel aus dem Kanton ZH). Die Stimmbürger des Kantons Zürich nahmen eine Vorlage über Erholungsgebiete an. Widerstand machte sich lediglich in ländlichen Regionen bemerkbar; die Bauern befürchteten, vermehrt unter der Rücksichtslosigkeit von Ausflüglern leiden zu müssen. Um dem Nationalpark eine neue finanzielle und rechtliche Grundlage zu verschaffen, liess der Bundesrat einen Vorentwurf für ein entsprechendes Gesetz ausarbeiten.³⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 31.12.1974

ERNST FRISCHKNECHT

Um dem **Nationalpark eine neue finanzielle und rechtliche Grundlage, zu verschaffen**, liess der Bundesrat einen Vorentwurf für ein entsprechendes Gesetz ausarbeiten.⁴⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 17.12.1975

ERNST FRISCHKNECHT

Die Initianten der 1974 eingereichten **Volksinitiative zur Förderung der schweizerischen Fuss- und Wanderwege** erklärten sich mit der vom Bundesrat beantragten und in der Folge von den Räten bewilligten **Fristverlängerung** um ein Jahr grundsätzlich einverstanden. Sie unterstrichen jedoch, dass mit dem Raumplanungsgesetz allein gerade die entscheidenden Ziele der Initiative, die einen Verfassungszusatz anstrebt, nicht verwirklicht werden könnten.⁴¹

VERORDNUNG / EINFACHER**BUNDESBESCHLUSS**

DATUM: 02.08.1976

HANS HIRTER

Die Belange des **Natur- und Landschaftsschutzes erlitten im Berichtsjahr** insofern **einen Rückschlag**, als das Raumplanungsgesetz, welches unter anderem verbesserte gesetzliche Grundlagen für die Ausscheidung von schützenswerten Gebieten gebracht hätte, in der Volksabstimmung abgelehnt wurde. Allerdings stimmten die Räte unverzüglich einem bis Ende 1978 befristeten allgemeinverbindlichen Bundesbeschluss zu, der eine Fortführung der seit 1972 bestehenden Schutzmassnahmen erlaubt. Sowohl der Kanton Uri als auch die Kantone der Nordwestschweiz legten ein generelles Landschaftskonzept vor. Diese Konzepte beinhalten in erster Linie ein Inventar der als schützenswert erachteten Gebiete; sie sind aber nur als Planungshilfen gedacht und verfügen über keinen verpflichtenden Charakter.⁴²

KANTONALE POLITIK
DATUM: 29.09.1976
HANS HIRTER

Verschiedene **Erfolge** konnten die **Bemühungen um den Schutz einzelner Landschaften** verzeichnen: So dürfte es dank einer neuen Bauordnung gelingen, das Ufergebiet der Oberengadiner Seen (Surlej) von zukünftigen Überbauungen freizuhalten. Im Kanton Waadt sprach sich die Bevölkerung deutlich gegen eine Seeuferaufschüttung bei Dorigny aus, welche eine der wenigen natürlichen Uferlandschaften des Genfersees zerstört hätte.⁴³

KANTONALE POLITIK
DATUM: 11.12.1976
HANS HIRTER

Um den Postulaten des Heimatschutzes für die **Erhaltung von wertvollen Gebäuden und Ortsbildern** konsequenter nachkommen zu können, **erliessen die Kantone Basel-Stadt und Genf Heimatschutzgesetze**. Diese Gesetze scheinen allerdings F. Weber zu wenig weit zu gehen, hat er doch gerade diese beiden Grossstädte als erste Objekte seiner neu gegründeten Vereinigung «Helvetia nostra» ausgewählt: mittels Verfassungsinitiativen sollen in diesen Städten Abbruchverbote und Sanierungspläne durchgesetzt werden. Nur durch ein Zufallsmehr erhielt die Regierung von Basel freie Hand für die mit Argumenten des Heimatschutzes begründete bauliche Sanierung von 40 Altstadthäusern; die opponierende Linke rechtfertigte ihre Haltung mit Bedenken gegen die Entstehung teurer Luxuswohnungen. Die Basler Stimmbürger sprachen sich im weiteren nach einer heftigen Kampagne deutlich gegen die Errichtung eines Grosskaufhauses aus, welche eine massive bauliche Umgestaltung des historischen Marktplatzes mit sich gebracht hätte. Beim «Schweizer Heimatschutz» bemühte sich die teilweise erneuerte Verbandsleitung um eine Neudefinition der Zielvorstellungen. Frische Impulse erhofft man sich von der eingeleiteten Entwicklung in Richtung auf eine Politik, die sich vermehrt mit der Erhaltung einer lebensfreundlichen Umwelt befasst, wobei die bis anhin betriebenen Denkmalschutzaktivitäten nur noch ein Teilgebiet unter anderen wären.⁴⁴

BUNDESRAATSGESCHÄFT
DATUM: 10.08.1977
HANS HIRTER

Zwecks einer besseren Berücksichtigung der Anliegen des Natur- und Heimatschutzes veröffentlichte der Bundesrat den ersten Teil des «**Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler**». Der schützenswerte Charakter der 65 auf die Liste aufgenommenen Gebiete muss von den Bundesbehörden bei ihren eigenen Aktivitäten berücksichtigt werden; dasselbe gilt auch für Vorhaben Dritter, welche vom Bund subventioniert werden. Für nichtsubventionierte Projekte von Kantonen, Gemeinden und Privaten kommt dem Inventar eine empfehlende Bedeutung zu. Bei diesem Verzeichnis handelt es sich um die formelle Anerkennung eines ersten Teils des bereits bisher von den Bundes- und diversen Kantonsbehörden als Entscheidungsgrundlage anerkannten Inventars der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung, welches von den grossen Natur- und Heimatschutzverbänden ausgearbeitet wurde (sog. KLN-Inventar).⁴⁵

BERICHT
DATUM: 31.12.1977
HANS HIRTER

Die **Vertreter der Idee des Heimatschutzes** hatten sich im Berichtsjahr **an verschiedenen Orten für die Erhaltung schätzenswerter Bauten aus dem vorigen Jahrhundert einzusetzen**. Am stärksten gefährdet ist die historische Bausubstanz in den Städten Genf und Basel; allerdings gelang es den Genfer Stimmbürgern, den Abbruch des in städtischem Besitz befindlichen Hotels Métropole zu verhindern. Weniger erfolgreich verlief der Kampf gegen die Zerstörung des bauhistorisch bedeutenden Geschäftshauses der Helvetia-Versicherung in St. Gallen; nach langen Auseinandersetzungen erhielt die Kantonalbank die Abbruchbewilligung.⁴⁶

MOTION
DATUM: 05.10.1978
HANS HIRTER

Für die Belange des Natur- und Heimatschutzes war im Berichtsjahr in erster Linie die Behandlung des Raumplanungsgesetzes durch die eidgenössischen Räte von Bedeutung. Wir haben darüber an anderer Stelle berichtet. Der **Zerstörung von Alpweiden durch die Skipistenplanung** konnte immer noch kein Einhalt geboten werden. Nationalrat R. Schatz (fdp, SG) verlangte in einer Motion, dass der Bundesrat, gestützt auf das Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz, Art. 20 (Schutz seltener Pflanzen), den **Bau dieser oft autobahnähnlichen Pisten unterbindet**. Die Volkskammer stimmte dem Begehren nur als Postulat zu und folgte damit den Überlegungen der Exekutive, welche vorerst den Kantonen Gelegenheit geben will, das Problem in eigener Kompetenz befriedigend zu lösen. Ob diese allerdings die erforderlichen Massnahmen ergreifen werden, ist fraglich, besteht doch gerade bei den wirtschaftlich schwachen Bergkantonen die Tendenz, touristische Erschliessungsvorhaben höher zu bewerten als die Anliegen des Landschaftsschutzes.⁴⁷

KANTONALE POLITIK
DATUM: 19.12.1978
HANS HIRTER

In der Waadt behandelte das Parlament das Gesetz zum Schutz der **Weinbaugebiete des Lavaux** vor baulichen Veränderungen. Die erforderlichen Verfassungsgrundlagen waren 1977 mit der Annahme der von F. Weber lancierten Volksinitiative «Sauver Lavaux» geschaffen worden. Der **Grosse Rat akzeptierte die Vorlage**, welche doch recht weitgehende Eingriffe in die Autonomie der Gemeinden dieser Region bringt, nachdem er sie in einigen Punkten abgeschwächt hatte.⁴⁸

KANTONALE POLITIK
DATUM: 25.07.1981
HANS HIRTER

In den Kantonen Aargau und Zug präsentierten die Regierungen Gesetzesprojekte, welche **Massnahmen zum Schutz erhaltenswerter Landschaften** erleichtern sollen. So sieht der aargauische Entwurf die Einrichtung eines speziellen Finanzierungsfonds vor; ausserdem sollen den Gemeinden zusätzliche Kompetenzen für den Erlass von Schutzbestimmungen eingeräumt werden.⁴⁹

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**
DATUM: 01.10.1981
HANS HIRTER

Für die Belangen des Natur- und Heimatschutzes ist die Bestandesaufnahme schützenswerter Landschaften und Siedlungen von nicht zu unterschätzender Bedeutung. Zu dem bereits bestehenden Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler kam im Berichtsjahr eine **erste Serie erhaltenswerter Ortsbilder**. Diese Inventare bewirken zwar keinen absoluten Schutz vor Veränderung oder Zerstörung, sie verpflichten die Behörden aber bei Vorhaben, welche mit finanzieller Unterstützung des Bundes gebaut werden, zu besonderer Rücksichtnahme.

Nicht allein um die Konservierung von Gebäuden und Siedlungen ging es bei der europäischen Kampagne für die Stadterneuerung. Mit Ausstellungen und Diskussionen wollten die Initianten zudem das Interesse an der Förderung der Lebensqualität und der Wohnlichkeit der Städte wecken.⁵⁰

KANTONALE POLITIK
DATUM: 05.11.1981
HANS HIRTER

Die **Existenz der wenigen erhalten gebliebenen natürlichen Seeufer** wird nicht nur durch Baupläne für Ferien- und Wochenendhäuser **gefährdet**, sondern auch durch andere vorwiegend Vergnügungszwecken dienende Anlagen wie etwa Strassen und Bootshäfen. Die Baudirektoren der Kantone Freiburg und Waadt stellten deshalb der Öffentlichkeit Pläne für den Schutz der Ufer des Neuenburgersees (Südseite) und des Murtensees vor. In Aussicht genommen wird darin unter anderem die Ausscheidung von Naturschutzgebieten und die Reglementierung der Zahl der Motorboote. Im Kanton Bern hatte die SP eine Volksinitiative für die freie Zugänglichkeit der See- und Flussufer sowie deren Schutz vor weiterer Überbauung eingereicht. Für die Finanzierung von Aussonnungen aus dem Baugebiet soll ein Entschädigungsfonds zur Verfügung stehen. Die Regierung und das Parlament stellten dem Begehren einen Vorschlag gegenüber, der ähnliche, aber etwas weniger weit gehende Ziele durch eine Teilrevision des Baugesetzes erreichen will. Da dabei kein Finanzierungsfonds vorgesehen ist und auch die Eingriffsmöglichkeiten in das private Grundeigentum bei der Errichtung von Uferwegen nach Ansicht der Initianten ungenügend sind, hielten diese an ihrem Begehren fest. Der Stimmbürger kann sich deshalb 1982 in einer Volksabstimmung, bei der erstmals im Kanton Bern die Bejahung der Initiative und des Gegenvorschlags erlaubt ist, über die beiden Vorlagen aussprechen.⁵¹

ANDERES
DATUM: 01.12.1982
HANS HIRTER

Im Kanton Zug verabschiedete die Legislative ein neues Gesetz zur Erhaltung und Pflege von Naturschutzgebieten. In Genf und Schaffhausen stimmten die Parlamente Revisionen der **Natur- und Heimatschutzgesetze** zu. In Basel wehrt sich der Heimatschutzverein mit einer Volksinitiative gegen die Ersetzung einer aus dem vorigen Jahrhundert stammenden Rheinbrücke durch eine moderne Betonkonstruktion. Nach seiner Ansicht soll die ursprüngliche, in der Zwischenzeit aber veränderte Eisenfachwerkkonstruktion wieder hergestellt werden.⁵²

ANDERES
DATUM: 04.12.1982
HANS HIRTER

Der Natur- und Heimatschutz konnte im Berichtsjahr namentlich bei den Bestrebungen zur **Erhaltung der sich noch in natürlichem Zustand befindenden See- und Flussufer** einige Erfolge erzielen. So vereinbarten die Regierungen Freiburgs und der Waadt mit dem Schweizerischen Naturschutzbund ein Konzept für die Rettung der ausgedehnten Schilfgebiete am südwestlichen Ufer des Neuenburgersees (La Grande Cariçai). Im Kanton Bern hiessen die Stimmbürger eine sozialdemokratische Initiative für die freie Zugänglichkeit der See- und Flussufer gut. Diese bringt neben dem Wegrecht für die

Öffentlichkeit auch einen Schutz vor weiteren Überbauungen und sieht Massnahmen zur Erhaltung von natürlich gebliebenen Zonen vor. Auf eidgenössischer Ebene ist die Lancierung einer Volksinitiative zum Schutz der letzten natürlichen Fliessgewässer geplant.⁵³

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE

DATUM: 27.06.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Der Natur- und Heimatschutz sieht sich weiterhin mit Auswirkungen des Verkehrs und des Tourismus konfrontiert. Die negativen Folgen des grossen Besucherandrangs auf den Nationalpark bereiteten der Parkverwaltung ernsthafte Sorgen und bewogen sie zu verstärkter Aufklärungsarbeit. Nachdem der Schutz von Seeuferzonen 1982 einige Erfolge erzielt hatte, wurde ausgehend vom Naturschutzzentrum Champ-Pittet (VD) am Neuenburgersee eine nationale Kampagne zum verstärkten Schutz solcher Landschaften lanciert. Die Organisatoren äusserten den Wunsch, dass beim Treffen der europäischen Umweltminister im Frühjahr 1984 die Probleme behandelt werden, die aus den Entwicklungen bei Freizeitaktivitäten und im Verkehrswesen entstanden sind.⁵⁴

ANDERES

DATUM: 11.08.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Aufnahme ins **UNESCO-Verzeichnis der Weltkulturgüter** fanden im Berichtsjahr das Kloster Münstair (GR) sowie der St. Galler Stiftsbezirk. Beiden Sehenswürdigkeiten wurde von der UNO-Kulturorganisation mit «Unvergleichbarkeit» ein Prädikat zugesprochen, das bisher erst 136 Kultur- oder Naturobjekte der Welt erhalten haben. Mit der Begründung, die Berner Altstadt sei zu sehr nur noch eine Kulisse schöner Fassaden, wurde dagegen der dritte schweizerische Vorschlag abgelehnt. Zur besseren Beurteilung des historischen Werts der Berner Bauten wollen die Stadtbehörden jetzt eine neue Dokumentation erstellen.⁵⁵

VERORDNUNG / EINFACHER BUNDESBECHLUSS

DATUM: 27.12.1983
CLAUDE LONGCHAMP

Die Entwicklungen des Strassenbaus und der Luftverschmutzung waren dafür verantwortlich, dass sich die Exponenten des Natur- und Heimatschutzes verstärkter regten, bessere Kompetenzen und mehr Bundesmittel verlangten. In das seit 1977 bestehende **«Bundesinventar für Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung»** wurden in einer **zweiten Serie 54 Objekte aufgenommen**; damit werden gegenwärtig 13 Prozent des Bodens eine besondere Schutzwürdigkeit attestiert.⁵⁶

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 31.12.1984
CLAUDE LONGCHAMP

Restriktiv legte der Ständerat den Auftrag aus, den das Parlament 1979 mit der Annahme eines Verfassungsartikels über Fuss- und Wanderwege erhalten hatte. Die Kantonsvertreter zeigten sich lediglich bereit, ein minimales Rahmengesetz zu erlassen, das weniger weit geht als die Anträge des Bundesrates. Zuhanden der Volkskammer, deren Beratung noch aussteht, bekräftigten 23 einschlägige Interessenorganisationen insbesondere ihre Forderungen nach motorfahrzeugfreien Fuss- und nach ungeteerten Wanderwegen.⁵⁷

BUNDESRATSGESCHÄFT

DATUM: 04.10.1985
KATRIN HOLENSTEIN

Bei der Behandlung des **Fuss- und Wanderweggesetzes** (FWG) revidierte der Nationalrat den ständerätlichen Entscheid vom Vorjahr. So nahm er den vom Bundesrat vorgeschlagenen, von den Ständevertretern aber gestrichenen Artikel wieder auf, gemäss dem die Betroffenen sowie die interessierten Organisationen und Bundestellen an der Planung der Kantone zu beteiligen sind. Bezüglich der Forderung nach ungeteerten Wanderwegen entschied sich der Nationalrat für eine flexible Variante, die auch schwach befahrene Strassen als Verbindungsstücke von Wanderwegnetzen einschliesst. Verbindlicher als der Ständerat legte er ferner die Rücksichtnahme auf die Anliegen der Land- und Forstwirtschaft sowie des Natur- und Heimatschutzes fest. Nach der Zustimmung der Ständekammer zu diesen **Abweichungen** wurden das FWG **von beiden Räten verabschiedet**.⁵⁸

BERICHT

DATUM: 31.12.1985
KATRIN HOLENSTEIN

Um dem Natur- und Heimatschutz mehr politisches Gewicht zu geben, wie dies parlamentarische Vorstösse zur Verstärkung der Staatstätigkeit in diesem Bereich immer wieder forderten, wurde die **Stellung der Abteilung Natur- und Heimatschutz im Bundesamt für Forstwesen aufgewertet** und eine neue Hauptabteilung Landschaftsschutz geschaffen. Mit einem Zuschuss von CHF 2 Mio. aus dem Treibstoffzollzuschlag erhielten die finanziellen Mittel zur Gewährung von Subventionen gemäss Natur- und Heimatschutzgesetz (NHG) eine dringend nötige Aufbesserung. Von

zusätzlichen CHF 15 Mio. aus Treibstoffzollerträgen profitierte auch die Denkmalpflege; die umstrittene Praxis, Denkmalschutzsubventionen für finanzstarke Kantone aus Spargründen nicht mehr zu gewähren, soll nun überprüft werden.⁵⁹

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 31.12.1985
KATRIN HOLENSTEIN

Die **Natur- und Heimatschutzorganisationen konnten im Berichtsjahr mehrere Erfolge verbuchen**: Angesichts der starken Opposition, welche dem vom Bundesrat in die Vernehmlassung geschickten Bundesgesetz über die Freihaltung der Wasserstrassen vor allem aus natur- und landschaftsschützerischen Gründen erwuchs, scheint es, als müsse die Verwirklichung der jahrhundertealten Idee eines transhelvetischen Kanals von Basel via Rhein und Aare bis zum Genfersee endgültig begraben werden. Im Falle des geplanten Motorfahrzeug-Typenprüfzentrums in Bösinggen (FR) lehnte es die Volkskammer als Erstrat ab, auf die bundesrätliche Vorlage einzutreten, obwohl keine Alternative zu diesem Standort gefunden werden konnte (BRG 84.054). Das umstrittene Projekt hätte eine der letzten Auenlandschaften der Schweiz gefährdet. Ob die Gebirgslandschaft Greina-Piz Medel (GR) und andere von Wasserkraftwerk-Projekten bedrohte Gegenden gerettet werden können, bleibt abzuwarten.⁶⁰

VERORDNUNG / EINFACHER BUNDESBESCHLUSS
DATUM: 01.01.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Das **Inventar schützenswerter Ortsbilder (ISOS)** konnte **um eine dritte Serie erweitert** werden. Damit steht dieses Planungsinstrument zur Förderung der Ortsbildpflege nun für die Hälfte der Kantone zur Verfügung.⁶¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 18.06.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Zur **Verhinderung weiterer Hochwasserschäden im unteren Langetental (BE)** bewilligte das Parlament einen Bundesbeitrag von rund CHF 20 Mio.; vorgesehen sind dabei auch Massnahmen zum Schutz der von diesem Projekt betroffenen Wässermatten bei Langenthal, welche zu den schützenswerten Landschaften von nationaler Bedeutung zählen. Ferner lehnte auch der Ständerat als Zweitrat den Bau eines Motorfahrzeugtypenprüfzentrums in Bösinggen (FR) ab – nicht zuletzt deshalb, weil damit eine der letzten schweizerischen Auenlandschaften gefährdet worden wäre.⁶²

INTERPELLATION / ANFRAGE
DATUM: 19.06.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Neben der Erhaltung der wenigen noch frei fliessenden Gewässer forderten die Umweltorganisationen auch den **Schutz der letzten intakten Berggebiete vor der Überbauung durch touristische Grossprojekte**. Sie wiesen namentlich auf die schweren und teilweise irreversiblen Landschaftsschäden hin, zu denen die Entwicklung des Wintersportes in den Alpen geführt habe, und verlangten ein Verbot neuer Anlagen. Der Bundesrat kündigte in diesem Zusammenhang eine Verordnung an, mit der die wiederholt kritisierten Planierungen von Skipisten eingeschränkt und mit strengen Auflagen versehen werden sollen.⁶³

MOTION
DATUM: 09.10.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Angesichts der fortschreitenden Landschaftszerstörung forderte eine vom Nationalrat als Postulat überwiesene Motion Ott (sp, BL) **verstärkte Anstrengungen im Natur- und Heimatschutz, namentlich beim Vollzug der bereits geschaffenen Gesetze**. Der Bundesrat anerkannte, dass der Schutz der natürlichen Lebensgrundlagen zu einer vorrangigen Staatsaufgabe geworden sei, und sicherte zusätzliche Massnahmen für einen wirksamen Gesetzesvollzug zu. Einen Schritt dazu stellte die Erhöhung der Mittel für Beiträge zugunsten von Natur- und Heimatschutzaufgaben von CHF 8.4 Mio. (1985) auf CHF 11.5 Mio. dar. Die Arbeiten an den verschiedenen Bundesinventaren, welche als Grundlagen für die Erhaltung der einheimischen Tier- und Pflanzenarten von Bedeutung sind, wurden fortgesetzt. Zwei Biotopinventare (Hochmoore und Auengebiete) sind bereits fertiggestellt, ein drittes (Trockenstandorte) weit gediehen, und eine Erhebung über die übrigen Feuchtgebiete ist in Planung.⁶⁴

GESELLSCHAFTLICHE DEBATTE
DATUM: 13.11.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Ebenfalls **nicht gebaut wird das umstrittene Wasserkraftwerk in der bündnerischen Greina-Hochgebirgsebene**. Die Elektrizitätswirtschaft verzichtete auf ihr Vorhaben, da angesichts der geltend gemachten landschaftlichen Schutzwürdigkeit und der rechtlichen Unsicherheit mit weiteren Verzögerungen zu rechnen war, die das Projekt zu sehr verteuert hätten. Diesen Verzicht werteten die Natur- und Umweltschutzorganisationen als Erfolg ihres langjährigen Kampfes; sie wollen sich nun dafür einsetzen, dass die betroffenen Berggemeinden angemessen entschädigt werden.

Die Schweiz. Greina-Stiftung setzte sich ferner zum Ziel, der Abwanderung der Bergbevölkerung entgegenzuwirken, indem sie – als Alternative zur Erteilung von Wasserkonzessionen – Vorschläge zu einer gesunden Entwicklung des Alpenraumes präsentierte.⁶⁵

MOTION

DATUM: 31.12.1986
KATRIN HOLENSTEIN

Mit der Vorbereitung einer 4. Serie wurde das Inventar schützenswerter Ortsbilder der Schweiz (ISOS) fortgesetzt. Ferner begannen verschiedene Kantone mit der Inventarisierung der historischen Verkehrswege. Der Ständerat überwies eine Motion Zumbühl(cvp, NW), die vom Bund eine **Neuregelung der umstrittenen Subventionspraxis im Denkmalschutz** sowie den Abbau des Pendenzenberges hängiger Beitragsgesuche verlangt. Der Bundesrat sicherte entsprechende Massnahmen zu und kündigte eine Revision des Denkmalschutzgesetzes an. Dabei soll auch die Rolle des Bundes in der Denkmalpflege neu definiert werden.⁶⁶

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**

DATUM: 01.04.1987
KATRIN HOLENSTEIN

Der Bundesrat stimmte der **Aufnahme einer vierten Serie von Objekten in das Inventar schützenswerter Ortsbilder der Schweiz (ISOS)** zu. Neu erfasst wurden der Kanton Thurgau sowie Teile des Kantons Bern.⁶⁷

MOTION

DATUM: 09.10.1987
KATRIN HOLENSTEIN

Seit Jahren befindet sich die eidgenössische **Denkmalpflege**, welche im Berichtsjahr ihr 100-jähriges Bestehen feiern konnte, **in einer schweren Finanznot**. Um die unhaltbare Situation bei der Subventionierungspraxis zu lösen, überwies nun auch der Nationalrat oppositionslos eine Motion des Ständerates (Zumbühl, cvp, NW) sowie eine gleichlautende des Bündner Christlichdemokraten Columberg (Mo. 86.961). Darin verlangt das Parlament die rasche Auszahlung längst fälliger Subventionsbeiträge sowie ein Finanzierungssystem, das es dem Bund ab 1989 erlauben soll, seinen rechtlichen Verpflichtungen auf dem Gebiet der Denkmalpflege ohne zeitliche Verzögerung nachzukommen und die umstrittene Dringlichkeitsordnung von 1978 aufzuheben.

Siehe auch das von NR Fischer (cvp, LU) eingereichte Postulat betreffend Lockerung der Dringlichkeitsordnung im Hinblick auf die Zentenarfeier 1991 (Bundesbeiträge an die Restaurierung von Baudenkmalern in der Zentralschweiz) (Po. 87.919).⁶⁸

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBESCHLUSS**

DATUM: 01.06.1988
KATRIN HOLENSTEIN

Das **Inventar der schützenswerten Ortsbilder** der Schweiz (ISOS) wurde **um eine fünfte Serie ergänzt**. Neu erfasst wurden Ortschaften aus den Kantonen Solothurn und Aargau sowie der bündnerischen Surselva. Damit steht das ISOS als Planungsinstrument nun für gut die Hälfte der Kantone zur Verfügung.⁶⁹

POSTULAT

DATUM: 31.12.1988
KATRIN HOLENSTEIN

Bei der **eidgenössischen Denkmalpflege** konnte der **beträchtliche Überhang an unerledigten Subventionsgesuchen** weiter abgebaut werden. Der Bundesrat bekräftigte sein Ziel, die vom Parlament immer wieder kritisierte Dringlichkeitsordnung auf Ende 1989 aufzuheben. Der Entwurf für neue rechtliche Grundlagen im Bereich der Denkmalpflege ist nach gründlichen Diskussionen nunmehr vernehmlassungsreif.⁷⁰

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 13.03.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Après la décision favorable des sept communes bernoises en 1998, c'était au tour des communes valaisannes de Naters et de Ried-Mörel de prendre position sur le **projet d'inscription du glacier d'Aletsch** (région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn) **dans le patrimoine mondial de l'Unesco**. La commune de Naters s'est prononcée par 1300 voix contre 990 favorablement au projet. La situation était plus compliquée pour la commune de Ried-Mörel qui a dû voter sur deux objets. Le premier consistait à prendre en compte la proposition de l'OFEFP. Le deuxième était la proposition de la commune, à savoir la même que le projet de l'Office fédéral, moins 90 hectares à rogner des 300km² du périmètre Unesco. Ceux-ci se trouvent au fond de la gorge de la Massa, à la hauteur du barrage de Gebidem qui retient les eaux du glacier. La solution proposée par la commune consistait à reculer la limite Unesco du mur du barrage au fond du lac, quelques centaines de mètres plus loin. **Les citoyens de Ried-Mörel ont refusé** à 123 contre 46 la proposition officielle de l'OFEFP qui mettait la limite de la frontière pour le domaine de l'Unesco dans la région Riederhorn/Gebidemstausee/Belalp et ont accepté par 114 voix contre 59 la

proposition communale. Les habitants de Ried-Mörel ont ainsi accepté le projet de mettre la région du glacier d'Aletsch dans le patrimoine mondial de l'Unesco, mais ils se sont laissés la porte ouverte au développement touristique futur. Celui-ci consistait à une éventuelle liaison téléphérique entre Riederalp et Belalp, la station de Naters située de l'autre côté du glacier d'Aletsch.⁷¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 27.05.2000
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a signé le **protocole sur la sécurité en biotechnologie** dans le cadre de la cinquième conférence des Parties à la Convention sur la biodiversité à Nairobi. Il vise à réduire les risques d'atteintes portées à la biodiversité lors d'exportations d'OGM vivants. Il stipule notamment que les pays récepteurs ont accès avant l'importation à toute information nécessaire pour évaluer les risques environnementaux liés aux OGM.⁷²

VERWALTUNGSAKT

DATUM: 28.06.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Face au refus de Ried-Mörel, le Conseil d'Etat valaisan a trouvé une solution; sa proposition était d'ôter les 90 hectares incriminés du périmètre Unesco et d'ajouter, en complément, 113km² en provenance de la région du Bietschhorn et des vallées de Gredetsch, de Baltschieder et de Bietsch. Avec les 70km² du côté bernois, le **nouveau périmètre mesurerait 471 km² au total**. Par cette extension, le nombre de communes sur les versants valaisans et bernois passerait à 13. Interrogées, celles-ci ont toutes donné leur assentiment. Le gouvernement valaisan a également fait savoir que le lac artificiel de Gebidum constituait déjà un paysage hypothéqué, dont l'exclusion du périmètre de l'Unesco ne poserait pas de problème en soi. Et à ce propos, le Conseil d'Etat ne présentera pas de modification du périmètre de l'Inventaire fédéral des paysages et monuments naturels d'importance nationale (IFP). Celui-ci sous-tendait la première demande pour l'établissement du périmètre Unesco. Il a encore précisé qu'une liaison de transport par câble entre Riederalp et Belalp n'était pas pensable, en raison du classement du site dans IFP. En revanche, la faisabilité par une liaison souterraine était envisageable. Le Conseil fédéral a pris connaissance du remaniement du projet par le Conseil d'Etat valaisan et l'a considéré vu l'accord des communes bernoises et valaisannes comme le dossier définitif de présentation. Il a ensuite mandaté le DETEC pour annoncer pour juin, date d'échéance, **la candidature de la région Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn au Patrimoine mondial de l'Unesco**. L'étude du dossier par l'Unesco prendra une année. Il sera en concurrence avec la région du Gran Paradiso dans la vallée d'Aoste (I) et le territoire du Mont Blanc en France. Si la candidature suisse aboutit, la région du glacier d'Aletsch sera le premier bien naturel suisse inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco.⁷³

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 20.10.2000
PHILIPPE BERCLAZ

La Suisse a signé à Florence la **Convention sur le paysage du Conseil de l'Europe**. Elle s'applique non seulement aux paysages naturels, sauvages ou préservés mais aussi aux pays ordinaires, urbains ou altérés et engage ses contractants à les aménager, les améliorer et les protéger. L'adhésion à la Convention ne nécessitera ni nouvel instrument législatif ni dépenses supplémentaires.⁷⁴

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN

DATUM: 01.12.2000
PHILIPPE BERCLAZ

Bellinzona (TI) s'est à nouveau présenté avec ses trois châteaux (Castello Grande, Montebello et Sasso Corbaro) comme candidat à la liste pour le patrimoine mondial de l'Unesco. Le Castello Grande, restauré dans les années quatre-vingt, a posé problème et a engendré un débat entre stricts protecteurs de monuments et amateurs d'architecture moderne. En effet, la question était de savoir si une intervention avec des moyens d'architecture modernes permettait tout de même de classer le site comme historique. La visite de l'Unesco à Bellinzona a conclu que la solution tessinoise de conserver le monument public en l'intégrant dans la présence urbaine ne posait pas de problème à sa candidature. En décembre, l'Unesco a officiellement décidé à Cairns (Australie) d'**insérer les trois châteaux de Bellinzona sur la liste du patrimoine mondial**. La ville tessinoise devenait le quatrième site suisse à être inscrit comme site culturel d'importance mondiale; auparavant le monastère de St Gall, la vieille ville de Berne et le couvent de Mustair (GR) y avaient été admis.⁷⁵

INTERKANTONALE ZUSAMMENARBEIT

DATUM: 18.10.2001
PHILIPPE BERCLAZ

Au mois de juin, un député vaudois et deux fribourgeois ont réclamé conjointement via des postulats le maintien des 284 résidences secondaires de la rive sud du lac de Neuchâtel. Ils proposaient en outre un "contrat nature" entre les cantons et les propriétaires. Son principe : sur base d'un mandat de prestation, ces derniers s'engageraient à raccorder leurs chalets à une station d'épuration, à poursuivre des travaux ponctuels pour lutter contre l'érosion des rives et à assurer la libre circulation des promeneurs sur les parcelles. Le **Département de la sécurité et de l'environnement vaudois a levé la quasi-totalité des 20 000 oppositions** contre la seconde version du plan de protection de la rive sud du lac de Neuchâtel. La conséquence directe de ce classement a été que six périmètres marécageux sur quelque 37 kilomètres de rives ont été interdits d'accès aux riverains et plaisanciers. Trois oppositions formulées par des communes ont retenu l'attention du canton. A Cudrefin, les zones de baignade seront renégociées avec l'Etat. La commune d'Yvonand a été entendue dans sa volonté de garantir l'usage d'une route et d'un chemin. L'opposition de Chevroux sur la zone interdite à la navigation a été levée, mais ce point sera soumis à Philippe Roch, directeur de l'Office fédéral de l'environnement. Le canton de Vaud s'est aussi déclaré d'accord d'entrer en matière, dans le cadre d'un groupe de travail paritaire, sur la proposition des "contrats nature" que les propriétaires offraient d'échanger contre le droit de rester. Au terme du délai de dix jours qu'avaient les mécontents pour réagir, l'administration cantonale vaudoise n'a reçu qu'une poignée de recours pour dénoncer le classement des rives de la Grande Cariçaie.⁷⁶

KANTONALE POLITIK

DATUM: 08.03.2002
PHILIPPE BERCLAZ

Le canton de Fribourg a approuvé le plan d'affectation (PAC) de la réserve naturelle de la **Grande Cariçaie** et son règlement. Cette décision a mis fin à une procédure débutée en novembre 2000. Après des séances de conciliation, la Direction des travaux publics a pu lever 120 oppositions, dont celle de l'Association des riverains de la rive sud du lac de Neuchâtel. Quant aux autres, elles ont été déclarées irrecevables. Les motifs de rejet étaient que les opposants n'avaient pas la qualité pour agir ou que leurs requêtes étaient infondées. Des recours étaient possibles, mais ils n'avaient plus d'effet suspensif.⁷⁷

**VERORDNUNG / EINFACHER
BUNDESBECHLUSS**

DATUM: 14.03.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Le Conseil fédéral a adopté le **1ère révision de l'inventaire fédéral des hauts-marais et marais de transition d'importance nationale**, datant de 1991. L'inventaire des hauts-marais et marais de transition est l'un des trois inventaires découlant de l'article constitutionnel de Rothenthurm; 514 objets ont été répartis dans 23 cantons. La modification de l'ordonnance est entrée en vigueur le 1er mai 2003. Les hauts-marais se développent sur des sols gorgés d'eau alimentés uniquement par les précipitations. Ces milieux, très pauvres en éléments nutritifs, sont très sensibles aux variations du niveau d'eau dans le sol et aux modifications des conditions écologiques. Ils abritent une flore et une faune très spécifique et contribuent à régulariser le régime des eaux. Depuis un siècle, cependant, leur nombre a fortement diminué en raison des drainages et de l'exploitation de la tourbe. Le Conseil fédéral a approuvé l'inscription de 37 nouveaux objets. La plupart de ces objets étaient connus depuis longtemps et étaient acceptés par les cantons. Certains avaient déjà été mis sous protection, avec le soutien financier de la Confédération selon la répartition fixée pour les objets d'importance nationale. Quinze objets figurant déjà dans l'inventaire ont été agrandis. Deux objets ont été sortis de l'inventaire. Un examen de ces sites – qui souffraient déjà d'atteintes difficiles à restaurer au moment de leur mise sous protection – a montré que leur potentiel de régénération était très faible voire nul.⁷⁸

VERWALTUNGSAKT

DATUM: 15.12.2003
PHILIPPE BERCLAZ

Le Conseil fédéral a approuvé et ordonné la mise en œuvre de la plupart des recommandations émises par la Commission de gestion du Conseil national afin de **renforcer l'inventaire des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale** (IFP). Les objectifs de protection et de mise en valeur des sites doivent être précisés via cinq points. 1) Un état des 162 objets de l'inventaire doit être dressé afin de reformuler des objectifs clairs, en collaboration avec les autorités et la population des régions concernées. 2) L'IFP doit être mieux intégré aux autres domaines politiques de la Confédération ayant une incidence sur le territoire. 3) La connaissance de l'inventaire et l'acceptation des buts de protection et de mise en valeur par les populations locales doivent être renforcées par un travail d'information. La participation des populations à la définition des objectifs devrait aussi contribuer à mieux ancrer l'IFP localement. 4) Les synergies entre la protection et l'exploitation des paysages doivent aussi être renforcées et mieux montrées. 5) Les instruments pour

assurer le suivi des mesures de protection dans les objets de l'IFP doivent être développés. Le Conseil fédéral ne mettra pas en œuvre la proposition de centraliser dans un seul office toutes les décisions qui concernent les objets de l'IFP. La mise en œuvre des recommandations par l'OFEFP débutera en 2004. Vu le programme d'allègement des finances fédérales, elle sera répartie sur plusieurs années.⁷⁹

MOTION

DATUM: 18.06.2010
NICOLAS FREYMOND

Sur préavis favorable du gouvernement, les députés ont adopté tacitement une motion Flückiger-Bäni (udc, AG) visant à garantir la **surface forestière exploitée à des fins économiques** face à la création de nouvelles réserves naturelles et à l'extension des réserves existantes afin de maintenir un équilibre entre les diverses fonctions des forêts.⁸⁰

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 28.09.2010
NICOLAS FREYMOND

L'aire forestière a fortement augmenté ces dernières années, notamment dans les Alpes (+9,1% entre 1993 et 2007), à la faveur de l'interdiction de défricher inscrite dans la **loi sur les forêts**. Or, cette évolution a conduit à des conflits concernant l'utilisation du territoire, opposant la sauvegarde des forêts à l'agriculture ou à la protection contre les crues, par exemple. Afin d'y remédier, la CEATE-CE a déposé une initiative parlementaire visant à flexibiliser la politique forestière en matière de surface en autorisant, sous réserve de conditions strictes, à déroger au principe d'interdiction des défrichements sans pour autant réduire la surface forestière totale. Après avoir obtenu l'aval de la CEATE-CN, la commission a mis en consultation un avant-projet de modification de la loi sur les forêts censé assouplir les règles relatives à la compensation du défrichement dans les régions où l'aire forestière augmente et supprimer partiellement la notion dynamique de la forêt, afin de prévenir tout risque de conflit avec les surfaces agricoles privilégiées, les zones d'une grande valeur écologique ou paysagère, ainsi que la protection contre les crues.⁸¹

POSTULAT

DATUM: 28.09.2010
NICOLAS FREYMOND

Malgré l'interdiction d'exploiter la **tourbe** dans le but de protéger les marais, la Suisse continue d'importer et, donc, de consommer des quantités importantes de ce produit, notamment sous la forme de terreau horticole et de jardinage, contribuant ainsi à la destruction de marais, principalement en Europe orientale. Afin de remédier à cette situation paradoxale, les sénateurs ont tacitement adopté un postulat Diener Lenz (verts libéraux, ZH) chargeant le Conseil fédéral d'élaborer un plan d'abandon de la tourbe et, à cette fin, d'examiner l'opportunité de limiter, voire d'interdire l'importation et l'utilisation de tourbe en Suisse.⁸²

PARLAMENTARISCHE INITIATIVE

DATUM: 16.06.2011
MARLÈNE GERBER

In Anbetracht der gescheiterten Waldgesetzrevision sowie der Tatsache, dass die Waldfläche der Schweiz relativ kontinuierlich zunimmt, hatte die UREK-SR im 2009 eine parlamentarische Initiative zur **Flexibilisierung der Waldflächenpolitik** eingereicht. Ein Vorentwurf einer entsprechenden Änderung des Waldgesetzes war im Vorjahr in die Vernehmlassung geschickt worden. Im Februar 2011 präsentierte die UREK-SR die Konsultationsergebnisse. Die Vorlage beabsichtigt in erster Linie die Flexibilisierung des Rodungersatzes, da diese Pflicht in Gebieten mit starker Ausbreitung des Waldes immer wieder zu Konflikten mit anderen Nutzungsarten geführt hat, so auch im Bereich der wertvollen Kulturlandschaften und im Hochwasserschutz. Diese Massnahme allein wurde vom ausarbeitenden Gremium jedoch nicht als ausreichend angesehen, um die Ausdehnung der Waldfläche einzuschränken. Deshalb enthält der Vorentwurf ebenfalls Bestimmungen zur Festlegung einer statischen Waldgrenze, welche den dynamischen Waldbegriff insofern einschränkt, als dass auch ausserhalb der Bauzone eine Waldflächenzunahme unterbunden werden kann. Die Vernehmlassungsteilnehmer sprachen sich beinahe ausnahmslos für das ihnen vorgelegte Gesetzesvorhaben aus. Darunter befanden sich alle Kantone mit Ausnahme des Kantons St. Gallen, sowie auch die Konferenz der kantonalen Bau-, Planungs- und Umweltdirektoren (BPUK) und die Forstdirektorenkonferenz (FoDK). Auch der Ständerat, welcher die parlamentarische Initiative in der Sommersession als erster Rat behandelte, stand dem Anliegen positiv gegenüber und nahm den Entwurf mit zwei kleineren Änderungen an.⁸³

MOTIONDATUM: 16.06.2011
MARLÈNE GERBER

Nachdem sich der Nationalrat im Vorjahr, wie von der Motion Flückiger-Bäni (svp, AG) gefordert, **gegen eine weitere Dezimierung des Wirtschaftswaldes** ausgesprochen hatte, fällte die kleine Kammer im Berichtsjahr dasselbe Votum und überwies das Geschäft somit an den Bundesrat. Der Ständerat tat dies allerdings mit einer knappen Mehrheit von 18 zu 16 Stimmen und auf Anraten einer – ebenfalls knappen – Kommissionsmehrheit. Zwar war sich die Kommission einig, dass das Anliegen konform zum in der Bundesverfassung formulierten Auftrag an den Bund zur Wahrung der Schutz-, Nutz- und Wohlfahrtsfunktion des Waldes sei; eine Kommissionsminderheit beantragte jedoch dennoch Ablehnung, da sie die Begründung für das Anliegen nicht unterstützte. Die Motionärin hatte die massive Ausdehnung der Naturschutzgebiete für die Abnahme der wirtschaftlichen Waldfläche verantwortlich gemacht. Aus diesem Grund befürchtete die Kommissionsminderheit, dass bei einer Annahme der Motion Naturreservate stärker unter Druck geraten würden.⁸⁴

VERWALTUNGSAKTDATUM: 31.08.2011
MARLÈNE GERBER

Im internationalen Jahr des Waldes tat sich einiges in der Schweizer Waldpolitik. Neben einer Änderung des Waldgesetzes beschloss der Bundesrat an einer Sitzung Ende August mit der **Waldpolitik 2020** eine strategische Neuausrichtung. Die Neuausrichtung erfolgte gestützt auf die 2009 durchgeführte Evaluation des Waldprogramms Schweiz (WAP-CH), das die Grundlage der Waldpolitik 2020 darstellt. Die neue Strategie setzt sich die Sicherstellung einer nachhaltigen Waldbewirtschaftung zum Ziel und nimmt verschiedenste Forderungen auf, die nach der 2007/2008 vom Parlament erfolgten Ablehnung der Teilrevision des Waldgesetzes sowie nach dem Rückzug der Initiative „Rettet den Schweizer Wald“ laut geworden waren. Darüber hinaus ist die Strategie um eine bessere Abstimmung der Waldpolitik mit benachbarten Politikbereichen bemüht, darunter unter anderem mit der Biodiversitätsstrategie und der Strategie der Schweiz zur Anpassung an die Klimaveränderung, welche sich zum gleichen Zeitpunkt in Erarbeitung befanden.⁸⁵

POSTULATDATUM: 13.02.2013
MARLÈNE GERBER

Der in Erfüllung eines 2009 überwiesenen Postulats Moser (glp, ZH) entstandene Bericht zu den **Auswirkungen von künstlichem Licht auf die Artenvielfalt und den Menschen** wurde im Februar vom Bundesrat genehmigt. Der Bericht weist eine Zunahme der Lichtemissionen von 70% in den letzten 20 Jahren aus und konkretisiert die damit verbundenen negativen Auswirkungen auf Landschaften und Naturdenkmäler, Flora und Fauna sowie auf den Menschen. Im Bericht schlägt der Bundesrat zusätzliche Massnahmen gegen Lichtemissionen vor. Das Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) solle die Anpassung der Verordnung über den Natur- und Heimatschutz prüfen, um die Arten und ihre Lebensräume besser gegen mobile und feste Beleuchtungsanlagen zu schützen. Ferner soll das UVEK in Zusammenarbeit mit dem Justiz- und Polizeidepartement Richtwerte zur Beurteilung des Gefahrenpotentials von künstlichem Licht erarbeiten, die dann bereits bei der Planung von Beleuchtungsanlagen einzubeziehen seien. Bisher kennen sieben Kantone gesetzliche Regelungen zum Umgang mit Lichtemissionen.⁸⁶

PARLAMENTARISCHE INITIATIVEDATUM: 16.09.2015
MARLÈNE GERBER

In der Herbstsession 2015 bewilligte der Ständerat eine Fristverlängerung zur Umsetzung der im Jahr 2013 Folge gegebenen parlamentarischen Initiative Eder (fdp, ZG) bis zur Herbstsession 2017. Die parlamentarische Initiative will die **Rolle der ENHK als Gutachterin** zur Bewilligung von Projekten (insb. solche im Bereich erneuerbarer Energien) mit Einfluss auf in das Bundesinventar aufgenommene Objekte von nationaler Bedeutung abschwächen. Die Umsetzung des Anliegens könne erst nach den Beratungen zur Energiestrategie 2050 wieder aufgenommen werden, argumentierte die vorberatende Kommission. Mit dem ersten Massnahmenpaket zur Energiestrategie werden Regelungen zum Bau von Anlagen zur Nutzung erneuerbarer Energien beschlossen. Bei den Beratungen zur Energiestrategie unterlag ein linker Minderheitsantrag der ständerätlichen Kommission, wonach von der Erhaltungspflicht für in ein Bundesinventar eingetragene Objekte nur hätte abgewichen werden dürfen, wenn der Kern seines Schutzwertes dadurch nicht verletzt worden wäre.⁸⁷

ANDERES
DATUM: 17.08.1984
CLAUDE LONGCHAMP

Lärmschutz

Opposition von seiten des Natur- und Heimatschutzes manifestierte sich **gegen den in Bösingen (FR) vorgesehenen Bau eines eidgenössischen Typenprüfungs zentrums für Fahrzeuge**. Die geplante Lärmprüfstrecke wäre unmittelbar neben ein 1981 vom Schweizerischen Bund für Naturschutz mit der «Schoggitaler»-Aktion erworbenes Naturschutzreservat zu liegen gekommen. Die vorberatenden Kommissionen der eidgenössischen Räte zeigten sich bereit, die Behandlung der Vorlage aufzuschieben bis weitere Standorte geprüft seien.⁸⁸

Bildung, Kultur und Medien

Kultur, Sprache, Kirchen

Kulturpolitik

Für die Kultur gab die **öffentliche Hand 1990 insgesamt 1,85 Mia Fr. aus**, das heisst 272 Fr. pro Kopf der Bevölkerung. Dies ging aus der jüngsten diesbezüglichen Untersuchung des Bundesamtes für Statistik hervor. Am meisten Mittel, nämlich 451 Mio Fr. oder 24% flossen den Theatern und dem Musikwesen zu. 320 Mio Fr. (17%) wurden für die Ausbildung an Musikschulen, Konservatorien, Kunstgewerbeschulen und dergleichen aufgewendet. Je rund 12% der Kulturausgaben gingen an die drei Bereiche Bibliotheken und Archive, Museen und Ausstellungen sowie Denkmalpflege und Heimatschutz.

Die **Hauptlast der öffentlichen Kulturförderung** trugen mit 53% oder 3,9% ihrer Gesamtausgaben die **Gemeinden**. Die Kantone steuerten 39% (2,4%) bei, der Bund lediglich 8% (0,5%). Bibliotheken und Archive, Museen und Ausstellungen, Theater und Musikwesen wurden standortbedingt vorab von den grossen Städten und deren Kantonen gefördert. Basel-Stadt, Bern, Genf, Waadt und Zürich übernahmen so über 65% der gesamten Kantons- und Gemeindeausgaben in diesen Bereichen. Der Bund beschränkte sich in erster Linie auf Aufgaben von gesamtschweizerischer Bedeutung. Dazu gehören die Landesbibliothek und das Landesmuseum, die der Bund in eigener Regie führt. Daneben machte mit 57 Mio Fr. bzw. 37% die Unterstützung der Kantone in Denkmalpflege und Heimatschutz den grössten Brocken im Kulturbudget des Bundes aus. Die Pro Helvetia erhielt 21 Mio Fr. für ihre in- und ausländischen Aktivitäten.⁸⁹

Heimatschutz und Denkmalpflege

Eine vom BAK, der Eidg. Kommission für Denkmalpflege und der Nationalen Informationsstelle für Kulturgütererhaltung (NIKE) in Auftrag gegebene Studie stellte den Handlungsbedarf auf dem Gebiet der Denkmalpflege und der Kulturgütererhaltung dar und lieferte wichtiges Grundlagenmaterial, insbesondere zum **Spannungsverhältnis zwischen privatem Besitz und öffentlichem Interesse**. Die Autoren schlugen unter anderem vor, inskünftig vermehrt mit steuerlichen Anreizen zu arbeiten, die dank ihrer sofortigen und kalkulierbaren Wirkung in stärkerem Mass Investitionen zur Erhaltung von Baudekmälern auszulösen vermöchten als Subventionen. Die Studie stellte zudem fest, die Tourismusbranche profitiere in beträchtlichem Ausmass von der historischen Bausubstanz, leiste aber selber keinen Beitrag an deren Unterhalt. Bei der Beschaffung der finanziellen Mittel müssten deshalb in Zukunft vermehrt auch die Hotellerie und die vom Tages-Tourismus profitierenden Betriebe nach dem Nutzniesser-Prinzip zur Kasse gebeten werden.⁹⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 06.05.1994
MARIANNE BENTELI

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.03.1994
MARIANNE BENTELI

Archive, Bibliotheken, Museen

Im Projektwettbewerb für die Sanierung und Erweiterung des Landesmuseums Zürich **stach ein junges Architekturbüro aus der Schweiz die gesamte internationale Konkurrenz** aus. Das siegreiche Team will den heutigen Verwaltungstrakt durch einen Neubau ersetzen, der sich wie eine Schlange durch den Platzspitz-Park und um den vor über 100 Jahren erstellten «Türmchenbau» zieht, wobei alte und neue Gebäude miteinander verbunden werden. Gegen das Projekt regte sich Widerstand aus Kreisen der Natur- und Heimatschützer. Sie kritisierten insbesondere den Einbezug des Platzspitz und verlangten, der Neubau sei gesondert an einem anderen Standort zu erstellen. Nach mehreren öffentlichen Hearings mit Architekten und Museumsfachleuten liessen sich die **Kritiker allerdings weitgehend besänftigen.**⁹¹

-
- 1) Communiqué de presse du CF du 16.3.20; Communiqué de presse du CF du 22.4.20; FF, 2020, p. 3359s; FF, 2020, p.1883s; CdT, 7.3.20; NZZ, 17.3.20; AZ, BaZ, TA, 19.3.20; NZZ, 20.3.20; CdT, 21.3.20; NZZ, TA, 25.3.20; BLZ, BaZ, 26.3.20; BZ, TA, 27.3.20; APZ, AZ, 28.3.20; TA, 31.3.20; LT, NZZ, 1.4.20; Blick, TA, 4.4.20; Blick, 9.4.20; CdT, 14.4.20; LT, 15.4.20; AZ, NZZ, 17.4.20; QJ, 20.4.20; Blick, LT, NZZ, 21.4.20; CdT, NZZ, 23.4.20; AZ, Bund, LT, 25.4.20
- 2) Communiqué de presse du DDPS du 25.6.20
- 3) BO CN, 2012, p. 1790.
- 4) BO CE, 2013, p. 234 s.; NZZ, 20.3.13.
- 5) LT, 19.4.03
- 6) SGT, 17.7.82
- 7) BBI, 1983, IV, S. 1 ff.; BaZ, 22.7. und 27.9.83; NZZ, 27.9.83; 24 Heures, 27.9.83
- 8) BaZ, 15.2.12; NZZ, 16.2.12; Presse vom 12.3.12, TA, 27.3.12, NZZ, 31.7.12
- 9) AB NR, 2015, S. 32 ff.; Presse vom 4.3. und 5.3.15; SO, 1.2.15; Exp, NZZ, TA, 20.2.15; TA, 28.2.15; SOGR, 1.3.15; NZZ, 3.3.15
- 10) AB NR, 2015, S. 308 f.; AB NR, 2015, S. 599 f.; AB SR, 2015, S. 106 ff.; AB SR, 2015, S. 302; BBI, 2015, S. 2753; AZ, Exp, LZ, NZZ, 11.3.15
- 11) Medienmitteilung BR
- 12) NZZ, 27.5. und 6.8.66.
- 13) AB NR, 1966, S. 318 ff.; AB SR, 1966, S. 14 ff.; AB SR, 1966, S. 177 f.; AB SR, 1966, S. 5 ff.; AS, 1966, S. 1637 ff.; BBI, 1965, III, S. 89 ff.; NZZ, 26.1., 6.6., 27.12. und 28.12.66; Tat, 25.3.66; TdG, 22.4.66; Bund, 14.5. und 15.5.66; Schweizer Naturschutz, 32/1966, S. 12 f.
- 14) NZZ, 20.11.67; Heimatschutz, 62/1967, S. 100 f.; Schweizerisches Zentralblatt für Staats- und Gemeindeverwaltung, 68/1967, S. 417 ff.
- 15) NZZ, 1.4.68.
- 16) TdG, 28.3.69; NZ, 5.11.69; Ostschw., 6.11.69; Tat, 10.11.69, NZZ, 10.10.69; Bund, 12.10.69.
- 17) NZZ, 23.1., 6.2., 4.6., 10.10. und 23.12.69; Bund, 30.11. und 7.12.69.
- 18) FF, 1970, II, p. 399 ss.; Sammlung der Amtsblattbeilagen (canton d'Argovie) 1968/71, no 57.; Vat., 29.1.70; NZ, 28.4., 16.6., 20.8., 16.9., 16.11. und 1.12.70; Tat, 5.5.70; Lb, 6.5., 20.11. und 15.12.70; Bund, 28.8.70; BN, 16.9.70.
- 19) NZZ, 4.7., 23.8. und 28.11.70; NZ, 5.7.70; Lb, 25.8., 14.9. und 23.10.70.
- 20) NZZ, 11.1., 23.1., 19.5., 2.9., 30.10., 11.11., 19.11. et 7.12.70; JdG, 25.2.70; TdG, 6.4., 21.4., 25.4., 26.4., 1.5. et 26.5.70; NZN, 23.4., 13.5., 14.7., 4.9., 10.11. et 19.11.70; Vat., 23.6. et 23.9.70; NZ, 7.6., 17.6. et 4.9.70; Lb, 3.9. et 26.9.70; GdL, 4.9.70.
- 21) Documenta Helvetica, 1970, no 2, p. 9 ss.; Egli (1970). Natur in Not, Gefahren der Zivilisationslandschaft.; Lb, 17.1., 11.2. und 31.12.70; TdG, 6.3. und 9.12.70; TLM, 19.4.70; NZZ, 10.7.70; PS, 16.12.70; Tages-Nachrichten, 30.12.70; Bund, 31.12.70; NZ, 31.12.70; Protection de la nature, 36/1970, p. 74; Schweizer Monatshefte, 50/1970-71, p. 476 ss.; Economie et nature, no spécial de la Revue économique et sociale, 28/1970.; Leibundgut (1970). Der Wald – eine Lebensgemeinschaft.; Protection de la nature, 36/1970, p. 61 ss.; Zimmerli (1970). Trag Sorge zur Natur.
- 22) Bund, 16.4.71; NZZ, 16.4. und 12.11.71; NZ, 16.4.71; Lb, 29.6. und 22.11.71; Vat., 9.7.71.; Verhandl. B. vers., 1971, V, S. 23; Verhandl. B. vers., 1971, V, S. 45
- 23) Lb, 2.12.71; Bund, 9.3. und 7.12.71; Tat, 26.3. und 28.5.71; NZZ, 30.5., 11.6., 20.7., 20.8., 1.10., 2.11., 21.12. und 24.12.71; TA, 2.9., 1.10. und 28.10.71; Vat., 3.11.71
- 24) AB NR, 1972, S. 1694 ff.; NZZ, 5.3., 17.4., 14.9. und 11.12.72; Tat, 19.8.72; Ldb, 5.10.72.
- 25) TLM, 8.2., 10.3., 25.3., 14.8., 12.9., 15.9., 18.10., 24.11., 25.11. und 27.11.72; TG, 18.3., 19.3. und 14.7.72; NBÜZ, 3.6.72; Vat., 13.7.72.
- 26) Ldb, 26.4.73; NZZ, 28.5.73.
- 27) GdL, 21.7., 22.7. und 26.11.73, TA, 27.8.73.
- 28) AB NR, 1973, S. 801 f.; Bund, 21.8.73; NZZ, 21.8. und 23.9.73; Touring, 13.9.73
- 29) AS, 1974, S. 50 f.; NZZ, 11.3., 1.7., 5.7., 9.7. und 20.12.73; TA, 9.7.73.
- 30) NZZ 9.11. und 19.12.73; Vat. 22.12.73.
- 31) AB NR, 1973, S. 801 f.; AS, 1974, S. 50 f.; AS, 1974, S. 66; BBI, 1973, II, S. 1021 ff.; NZZ, 11.3., 28.5., 1.7., 5.7., 9.7. 21.8., 23.9., 9.11. und 19.12.73; Ldb, 26.4.73; TA, 9.7. und 27.8.73; GdL, 21.7. und 22.7.73; Bund, 21.8.73; Touring, 13.9.73; SDA, 26.11. und 20.12.73; Vat. 22.12.73.
- 32) AS, 1974, S. 66
- 33) BBI, 1973, II, S. 1021 ff.
- 34) BBI, 1974, I, S. 817 ff.; TA, 26.1.74
- 35) Ldb, 9.3.74; TA, 13.3.74; NZZ, 15.3.74.
- 36) AB NR, 1974, S. 491 f.; AS, 1975, S. 53; BN, 1.7.74; NZZ, 1.7., 18.9., 3.10., 5.10., 6.10. und 19.11.74; TA, 7.2., 20.8., 24.9., 28.9., 10.10., 13.11. und 5.12.74; NBZ, 31.8.74; JdG, 18.9.74; Ldb, 28.9. und 31.12.74; Ostschw., 17.10.74; NZ, 21.11.74.
- 37) Ldb, 23.1., 9.3. und 11.-16.4.74; TA, 15.3.74; NZZ, 23.6. und 30.9.74.
- 38) Bund, 2.6.74; GdL, 4.10. und 8.10.74; TG, 4.10.74.
- 39) AS, 1975, S. 71; BBI, 1974, I, S. 817 ff.; Schweizer Naturschutz, 40/1974, Nr. 5. S. 7 ff.; Schweizer Naturschutz, 41/1975, Nr. 3, S. 10 ff.; TA, 26.1. und 13.3.74; Ldb, 9.3.74; NZZ, 15.3.74; Bund, 2.6.74; GdL, 4.10. und 8.10.74; TG, 4.10.74.
- 40) AS, 1975, S. 71; Schweizer Naturschutz, 40/1974, Nr. 5. S. 7 ff. und 41/1975, Nr. 3, S. 10 ff.
- 41) AB NR, 1975, S. 1830; AB SR, 1975, S. 747; NZZ, 29.11.75
- 42) Bund, 19.1.76; LNN, 2.8.76.; Imholz (1975). Die Zuständigkeit des Bundes auf dem Gebiet des Natur- und Heimatschutzes.; Lendi (1976). Natur- und heimatschutzrechtliche Aspekte des Raumplanungsgesetzes.
- 43) VO, 7.1. und 29.9.76; TA, 29.3. und 1.4.76; 24 heures, 8.4.76.
- 44) NZ, 16.1., 9.9., 22.9., 23.9., 27.9., 29.9. und 11.12.76; TG, 6.5.76; TLM, 17.5.76; JdG, 8.6.76; Vat., 21.6.76; Ww, 21.7.76; NZZ, 5.10.76; TA, 11.12.76.
- 45) 24 Heures, 25.11.77.; AS, 1977, S. 1962 ff.; Keller (1977). Aufgabenverteilung und Aufgabenkoordination im Landschaftsschutz.
- 46) NZZ, 21.1.77; TG, 7.2. und 14.2.77; TA, 20.5. und 19.8.77; TAM, 5.11.77; JdG, 1.12.77; BaZ, 31.12.77
- 47) AB NR, 1978, S. 1410 ff.

- 48) 24 Heures, 7.8., 7.12., 12.12., 19.12. und 13.2.79; GdL, 8.8.78.
- 49) Vat., 11.4.81; AT, 22.5.81. LNN, 25.7.81.; Weiss (1981). Die friedliche Zerstörung der Landschaft und Ansätze zu ihrer Rettung in der Schweiz.
- 50) AS, 1981, S. 1680 ff.; NZZ, 27.11.81; Plan, 38/1981, Nr. 5, S. 38 f. und Nr. 6, S. 9 ff.; SBV, Der Monat, Nr. 9, 1981
- 51) Bund, 12.1., 18.4., 25.8., 26.8. und 3.11.81; 24 Heures, 10.4.81; TA, 5.11.81.; Liver (1981). Die Begehbarkeit von Fluss- und Seeufern.
- 52) Suisse, 24.1.82; Vat., 17.5., 2.7. und 3.9.82; BaZ, 27.5. und 20.10.82; AT, 1.12.82.
- 53) NZZ, 6.4.82; 24 Heures, 16.6.82; Bund, 1.6., 7.6. und 30.9.82; TAM, 4.12.82.
- 54) BaZ, 18.5.83; TLM, 18.5.83; TA, 27.6.83.
- 55) TA, 4.8.83; NZZ, 8.8.83; Bund, 11.8.83.
- 56) AB NR, 1984, S. 1415 f.; AS, 1983, S. 1942 ff.; NZZ, 2.4. und 17.8.84; Presse vom 25.5.84; Ww, 20.9.84.
- 57) AB SR, 1984, S. 89 ff.; Presse 15.3.84; NZZ, 15.10.84
- 58) AB NR, 1985, S. 1372 ff.; AB NR, 1985, S. 1676; AB NR, 1985, S. 1859; AB SR, 1985, S. 550 f.; AB SR, 1985, S. 607; BBI, 1985, II, S. 1291 ff.; NZZ, 11.7.85; 2.10.85 und 5.10.85; SZ, 16.9.85; Presse 18.8. und 19.8.85; SGT, 21.9.85
- 59) AB SR, 1985, S. 668 ff.; AS, 1986, S. 52 f.; AS, 1986, S. 66; Hunziker (1985). Landschaftsschutz konkret.; SBN (1985). 75 Jahre Naturschutz in der Schweiz.; TA, 15.4.85; BaZ, 11.12.85.; Ueberdiek (1985). Naturschutz und Landschaftspflege: Analyse und Programmierung eines Politikfeldes.; Verhandl. B. vers., 1985, IV, S. 69; Verhandl. B. vers., 1985, IV, S. 83
- 60) AB NR, 1985, S. 1405 ff.; AT, 23.1.85; Bund, 26.1. und 11.9.85; TA, 14.8. und 18.10.85; Presse vom 20.8. und 21.10.85; Bilanz, 1985, Nr. 10.; BBI, 1984, II, S. 859; Broggi und Reith (1984). Beurteilung von Wasserkraftprojekten aus der Sicht des Natur- und Heimatschutzes.; SGU-Bulletin, 1986, Nr. 1; Schweizer Naturschutz, 1986, Nr. 1
- 61) AS, 1986, S. 77 ff.; NZZ, 18.12.85
- 62) AB NR, 1986, S. 867 ff.; AB SR, 1986, S. 2 f.; AB SR, 1986, S. 61 ff.; BBI, 1985, III, S. 440 ff.
- 63) AB NR, 1986, S. 1539 f.; Krippendorf (1986). Alpsegen – Alptraum.; SGT, 27.1.86; NZZ, 18.2., 2.6. und 14.10.86.; Schweizer Naturschutz, 1986, Nr. I, S. 2 ff.; Volz (1986). Ökologische Auswirkungen des Skitourismus.
- 64) AB NR, 1986, S. 1467 ff.; AS, 1987, S. 78 f.; Munz (1986). Landschaftsschutz als Gegenstand des Bundesrechts.; NZZ, 6.6.86; Vat., 6.6.86; SHZ, 18.9.86; Presse vom 11.11.86.; Schweizer Naturschutz, 1986, Nr. 4, S. 1 ff.
- 65) BZ, 25.1.86; WoZ, 6.6.86; Bund, 7.7., 11.7., 15.7., 18.7., 23.7. und 4.12.86; TA, 19.9.86; BZ, 13.11.86.; Schweizer Naturschutz, 1986, Nr. 7, S. 36 ff.
- 66) NZZ, 26.4. und 21.11.86; BZ, 19.11.86; AB SR, 1986, S. ff.; AS, 1986, S. 59 f.; AS, 1986, S. 78 f.
- 67) AS, 1987, S. 622 ff.; Presse vom 3.3.87
- 68) AB NR, 1987, S. 1220 f.; AB NR, 1987, S. 1221 f.; AS, 1988, S. 412; AS, 1988, S. 67; Vat., 23.2. und 10.10.87; BaZ, 25.6. und 29.9.87; NZZ, 18.11.87; Verhandl. B. vers., 1987, III, S. 57
- 69) AS, 1988, S. 934 ff.; NZZ, 26.5.88
- 70) AB NR, 1988, S. 902 f.; AS, 1988, S. 430; AS, 1988, S. 80
- 71) Bund, 13.3.00; NF, 13.3.00.
- 72) NZZ, 27.5.00.
- 73) Bund, 29.4.00; NF, 10.5.00; OFEFP, communiqué de presse, 28.6.00.
- 74) OFEFP, communiqué de presse, 20.10.00.
- 75) NZZ, 3.7, 11.7 et 1.12.00.
- 76) 24h, 22.6, 8.8 et 18.10; presse du 6.10.01.
- 77) LT, 8.3.02.
- 78) DETEC, communiqué de presse, 14.3.03.
- 79) DETEC, communiqué de presse, 15.12.03.
- 80) BO CN, 2010, p. 1130.
- 81) FF, 2010, p. 5472; CEATE-CE, communiqué de presse, 15.9.10.
- 82) BO CE, 2010, p. 922.
- 83) BBI, 2011, S. 4397 ff.; AB SR, 2011, S. 683 ff.
- 84) AB SR, 2011, S. 688 ff.
- 85) BBI, 2011, S. 8731 ff.
- 86) Medienmitteilung BR und BAFU vom 13.2.13; NZZ, 14.2. und 23.8.13.
- 87) AB SR, 2015, S. 884 f.
- 88) Lib., 17.8.84; TA, 17.8.84.
- 89) Presse vom 7.5.94; Bund, 25.5.94; SGT, 22.7.94 und BZ, 23.8.94.
- 90) AB NR, 1994, S. 642 f.; Bund, 16.11.94.
- 91) Presse vom 16.7.02; NZZ, 3.8., 17.8., 20.8., 22.8., 23.8., 29.8., 4.9. und 6.9.02